

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1899-1900. — N° 112

Contribution à l'Étude
de l'Organisation des
SERVICES D'HYGIÈNE
ET DE
SALUBRITÉ PUBLIQUE
dans le département de l'Ardèche

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 22 Mars 1900

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

ANTOINE-FERDINAND-CHARLES DUSSAUT

Né au Pin de Barjac (près Alboussière), le 3 Janvier 1874



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Bellecordière, 14

1900

FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1899-1900. — N° 112

Contribution à l'Étude
de l'Organisation des
SERVICES D'HYGIÈNE
ET DE
SALUBRITÉ PUBLIQUE
dans le département de l'Ardèche

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

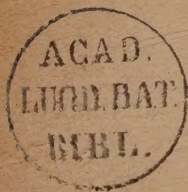
Et soutenue publiquement le 22 Mars 1900

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

ANTOINE-FERDINAND-CHARLES DUSSAUT

Né au Pin de Barjac (près Alboussière), le 3 Janvier 1874



LYON
IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}
Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Bellecordière, 14

—
1900

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN.
LACASSAGNE ASSESSEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. PAULET, CHAUVEAU, BERNE.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	}	MM. LÉPINE.
Cliniques chirurgicales		BONDET.
Clinique obstétricale et Accouchements.		OLLIER.
Clinique ophtalmologique		PONCET.
Clinique des Maladies cutanées et syphilitiques.		FOCHIER.
Clinique des Maladies mentales		GAYET.
Physique médicale.		GAILLETON.
Chimie médicale et pharmaceutique		PIERRET.
Chimie organique et Toxicologie		MONOYER.
Matière médicale et Botanique		HUGOUNENQ.
Zoologie et Anatomie comparée		CAZENEUVE.
Anatomie		FLORENCE.
Anatomie générale et Histologie.		LORTET.
Physiologie		TESTUT.
Pathologie interne.		RENAUT.
Pathologie externe.		MORAT.
Pathologie et Thérapeutique générales.		TEISSIER.
Anatomie pathologique.		AUGAGNEUR.
Médecine opératoire.		MAYET.
Médecine expérimentale et comparée		TRIPIER.
Médecine légale		POLLOSSON (M.).
Hygiène		ARLOING.
Thérapeutique		LACASSAGNE.
Pharmacie.		BARD.
		SOULIER.
		CROLAS.

PROFESSEUR ADJOINT

Clinique des Maladies des Femmes M. LAROYENNE

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Clinique des Maladies des Enfants	MM. WEILL,	agrégé
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX	—
Maladies des oreilles, du nez et du larynx.	LANNOIS.	—
Accouchements	POLLOSSON (A.).	—
Propédeutique médicale	ROQUE,	—
Propédeutique chirurgicale.	GANGOLPHE,	—
Botanique.	BEAUVISAGE,	—

AGRÉGÉS

MM	MM.	MM.	MM.
BEAUVISAGE.	COURMONT.	VALLAS.	PAVIOT.
ROUX.	DEVIC.	SIRAUD.	NOVÉ-JOSSERAND.
POLLOSSON (A.)	COLLET.	DURAND.	BERARD.
ROCHET.	BOYER.	DOYON.	SAMBUC.
ROLLET.	BARRAL.	PIC	BORDIER.
CONDAMIN.	MOREAU.		

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. SOULIER, Président ; M. WEILL, Assesseur ;
MM. PIC et SAMBUC, Agrégés.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA SŒUR

A MES PARENTS

A MES AMIS

Nous devons à M. le professeur Bard l'idée première du sujet de notre thèse. Nous avons eu le regret de le voir s'éloigner de Lyon avant que nous ayions achevé notre tâche ; nous nous sommes adressé à M. le professeur agrégé Pic qui nous a guidé de ses conseils dans la rédaction de notre travail. Que M. le professeur Bard et M. le professeur agrégé Pic reçoivent ici l'expression de toute notre gratitude ainsi que M. le professeur Soulier qui a bien voulu accepter la présidence de notre thèse.

Nous avons également à remercier M. Cruchon, préfet de l'Ardèche, de l'accueil qu'il nous a fait, en octobre dernier, et de l'intérêt qu'il a pris à notre publication. Son empressement à faciliter nos recherches nous a permis de réunir en peu de temps, un nombre considérable de documents épars qui nous étaient nécessaires.

M. le docteur Bouvat, de St-Péray, nous a donné des indications précieuses et procuré divers renseignements ; nous sommes heureux de

lui adresser, en cette circonstance, l'assurance de notre profonde reconnaissance pour l'intérêt qu'il nous a toujours témoigné.

En quittant Lyon, en nous séparant de nos amis, nous souhaitons leur réussite et espérons que, chez eux comme chez nous, le souvenir de nos excellentes relations restera ineffaçable.

INTRODUCTION

Nous n'avons pas la prétention, dans ce travail, de faire une étude complète de l'hygiène administrative du département de l'Ardèche. La difficulté des recherches et l'importance d'une pareille publication nous rendaient cette tâche impossible. Aussi nous sommes-nous uniquement proposé, à l'aide des documents réunis à la préfecture de Privas, et de quelques renseignements dus à l'obligeance de docteurs en médecine exerçant depuis longtemps dans le département, de chercher à indiquer, d'une manière aussi précise et aussi impartiale que possible, le fonctionnement actuel des différents services sanitaires organisés dans l'Ardèche.

Ce qui frappe, tout d'abord, en étudiant l'hygiène administrative française, c'est le manque d'homogénéité au sujet des mesures sanitaires prises dans le pays. Nous n'avons pas en France de code sanitaire. Il existe, cependant, quelques prescriptions sanitaires générales, mais leur importance est minime, car les

mesures prises ont, le plus souvent, une utilité purement commerciale ou administrative.

En somme, actuellement, l'hygiène administrative appartient presque toute entière à la commune ou au département. La loi du 5 avril 1884 impose aux maires et aux préfets le soin de veiller à la salubrité publique.

ART. 91. — Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs.

.....

ART. 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique.

Elle comprend notamment... le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure.

ART. 99. — Les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de l'article 91, ne font pas obstacle au droit du préfet de prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles et, dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes les mesures relatives au maintien de la salubrité publique.

Ce droit ne pourra être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire, restée sans résultat.

Afin d'apprécier le rôle accordé à l'autorité préfectorale par la loi de 1884, nous nous contenterons de

citer l'opinion de M. Monod à ce sujet (*De l'Hygiène administrative*, Encyclopédie de Rochard, (t. VIII, p. 557).

« La surveillance immédiate de la salubrité appartient aux communes, et cela s'explique par le caractère local des causes d'insalubrité, par la nature communale ou privée des propriétés qu'il s'agit de surveiller, par cet axiome que « l'on n'administre bien que de près », enfin, et surtout, par la nécessité de laisser, au moins en principe, à la charge des communes les frais d'un assainissement auquel elles sont les premières intéressées.

« Mais il est des causes d'insalubrité qui agissent sur plusieurs communes et dont les conséquences funestes peuvent s'étendre sur toute une région; le siège des établissements insalubres ne peut être établi indifféremment dans le voisinage des agglomérations ou sur le bord d'une rivière; l'infection que ces établissements peuvent provoquer ne se produit pas toujours dans la commune même où ils fonctionnent et, dans ce cas, ils n'y provoqueraient point d'opposition; enfin, il existe telle industrie, comme celle des nourrissons qui, loin de nuire à la commune où elle s'exerce, est une source de profit pour elle, bien que, pratiquée humainement, elle soit nuisible aux intérêts généraux du pays en aggravant la mortalité infantile.

« L'autorité municipale n'a ni la volonté ni le pouvoir de réagir contre ces nuisances diverses. Celles-ci ne peuvent être reconnues et combattues que par une autorité dont la vue s'étend au loin, qui soit in-

formée des faits, qui soit également préoccupée de sauvegarder les intérêts étroits, souvent égoïstes, de la commune et les intérêts généraux; une autorité qui connaisse les aspirations de l'opinion locale et qui soit, en même temps, instruite des desseins du gouvernement; une autorité qui puisse créer et mettre en œuvre une organisation assez large pour échapper aux mesquineries de clocher, assez restreinte pour être tenue en main; telle est l'autorité départementale.

« Le département est à la fois le lieu d'un certain nombre d'administration autonomes et une section de ce que l'on appelle l'Etat. C'est dans le département que se fait la combinaison des intérêts locaux et des intérêts généraux. Aux points de vue administratif, financier, électif, le département français est le cercle où s'harmonisent la commune et la patrie. La commune a bien une tendance à élargir le libre exercice de sa volonté; cette tendance n'est pas condamnable en soi; elle doit être encouragée, au contraire, et, peut-être, depuis plus d'un siècle que le département existe, l'autorité de l'Etat, représentée dans le département, s'y est-elle trop opposée. Mais en matière d'hygiène publique, l'autonomie communale ne doit être soufferte que dans la mesure où l'éducation des communes se complète. Le département servira merveilleusement à faire cette éducation hygiénique des communes, de même que l'intervention de l'Etat servira à parfaire sur certains points, à commencer sur d'autres, l'éducation hygiénique des départements. »

Dans l'accomplissement de sa tâche, l'autorité préfectorale doit surmonter de nombreuses difficultés : l'indifférence des populations et leur opposition lorsque les mesures nécessaires se heurtent à des intérêts locaux ou particuliers. Peut-être est-elle insuffisamment armée pour imposer sa volonté ? Mais nous ne nous arrêterons pas à ces considérations qui sont générales et peuvent s'adresser à tous les départements de France. Au sujet de ce qui peut intéresser particulièrement le département de l'Ardèche, nous dirons quelques mots de la répartition géographique des médecins dans le département, question qui nous semble devoir entrer en ligne de compte dans l'appréciation des efforts tentés par l'autorité préfectorale pour l'organisation et le bon fonctionnement des services d'hygiène.

Lorsque l'on étudie la configuration générale du département de l'Ardèche sur une carte géographique de France, l'on remarque, tout d'abord, que ce département occupe une région très montagneuse ; les villes importantes y sont rares et la population peu dense ; les chefs-lieux de canton se trouvent, en général, très éloignés les uns des autres. Nous comptons dans le département 3 arrondissements et 31 cantons ; 10 dans l'arrondissement de Privas, 11 dans celui de Tournon et 10 dans celui de Largentière. Si nous consultons la liste des médecins existant dans le département à la date du 1^{er} janvier 1899, nous relevons la présence de 62 docteurs en médecine et de 4 officiers de santé ainsi répartis :

Dans l'arrondissement de Privas, 10 médecins,

dans le canton d'Aubenas, 6 dans celui de Bourg-Saint-Andéol, 4 dans celui de Privas, 4 dans celui de Lavoulte, 3 dans celui de Chomérac, 3 dans celui de Viviers et 1 dans celui de Villeneuve-de-Berg ; 8 cantons sur 10 sont, en résumé, pourvus de médecins, 2 n'en ont pas, ce sont ceux d'Antraigues et de Rochemaure.

Dans l'arrondissement de Tournon, nous avons : canton d'Annonay 8 ; canton de Tournon 5 ; canton de Lamastre 2 ; canton de Serrières 1 ; canton de Satillieu 1 ; canton de Vernoux 1 ; canton de Saint-Agrève 1 ; canton du Cheylard 1 ; seul, le canton de Saint-Martin-de-Valamas n'a pas de médecin.

De tous, l'arrondissement de Largentière est le plus dépourvu de médecins ; nous en relevons 3 dans le canton de Largentière, 3 dans celui des Vans, 2 dans celui de Vallon et 1 dans ceux de Thueyts et de Joyeuse. 5 cantons restent sans médecins ; ce sont les plus montagneux et les plus pénibles ; ils représentent, comme superficie, la plus grosse moitié de l'arrondissement.

Il résulte de cette situation de grosses difficultés pour assurer une inspection sanitaire régulière.

Ces quelques considérations rapidement exposées, nous aborderons immédiatement le fond même de notre travail, que nous diviserons en six chapitres pour en faciliter le développement. Nous nous occuperons tout d'abord des conseils d'hygiène ; dans un second chapitre, nous étudierons l'organisation du service des épidémies ; un troisième chapitre sera consacré à celle du service de la vaccination ; un

quatrième à la protection des enfants du premier âge. Dans un cinquième, nous traiterons du service des épizooties, insistant principalement sur les mesures prises afin d'éviter la dissémination des maladies transmissibles des animaux à l'homme. Enfin nous terminerons par un chapitre consacré aux dépenses que s'est imposé le département pour assurer le bon fonctionnement de ces divers services.

CHAPITRE PREMIER

Des Conseils d'Hygiène.

L'origine des conseils d'hygiène publique et de salubrité ne remonte guère qu'à un demi-siècle. C'est en 1848, le 18 décembre, que le gouvernement français créa, dans chaque arrondissement, une commission d'hygiène appelé « Conseil d'hygiène publique de l'arrondissement ». Ce conseil est chargé de l'examen des questions relatives à l'hygiène publique de l'arrondissement qui leur seront renvoyées par le préfet ou le sous-préfet. Au chef-lieu, la commission porte le nom de « Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département ». Son rôle est plus important, car, appelé comme le premier à donner son avis sur toutes les questions d'hygiène publique qui lui sont renvoyées par le préfet, il s'occupe de plus des questions communes à plusieurs arrondissements ou relatives au département tout entier. Il est chargé, en outre, de centraliser et de coordonner, sur le ren-

voï du préfet, les travaux des conseils d'arrondissement.

Dans notre étude des conseils d'hygiène du département de l'Ardèche, nous ne nous occuperons particulièrement de ce qui intéresse le conseil d'hygiène publique et de salubrité du chef-lieu ; nous nous bornerons à indiquer qu'il existe dans chaque arrondissement un conseil d'hygiène d'arrondissement.

L'arrêté ministériel du 18 décembre 1848 charge le préfet de désigner les membres du conseil. Ils sont nommés pour 4 ans, renouvelables par moitié tous les 2 ans. Le préfet préside les réunions ; les membres nomment un vice-président et un secrétaire ; le nombre des réunions doit être au minimum de 4 par an.

La composition de ces conseils est réglée par un arrêté ministériel du 15 février 1849 ; celui-ci fixe le nombre de médecins, de pharmaciens ou chimistes et de vétérinaires qui doivent être désignés proportionnellement à l'importance du conseil. Le Conseil d'Hygiène de Privas se compose actuellement de 14 membres ; nous y relevons la présence de 6 docteurs en médecine : MM. Blache, Benoît, Borel, Fombarlet, Lagarde, Dantheville ; de 2 pharmaciens : MM. Tourette, Dubois ; d'un vétérinaire : M. Fourrest. Le même arrêté désignait encore comme membre de droit un intendant ou un sous-intendant, remplacé, par un arrêté du 5 juin 1890, par un médecin militaire ; à Privas, c'est M. Gilles, médecin major au 61^e qui, à ce titre, fait partie du conseil d'hygiène. Parmi les autres membres, nous relevons : M. Guil-

hor, architecte départemental ; M. Gros, ingénieur en chef ; M. Giraud, principal du collège, et M. Leblanc, chef de bureau à la préfecture qui remplit les fonctions de secrétaire.

Nous venons de voir que le nombre minimum des réunions de ces conseils d'hygiène, au terme de l'arrêté du 15 décembre 1848, devait être de 4 par an. Bien peu de départements se sont conformés à la loi. M. Monod donne, dans son article sur l'Hygiène administrative (Encyclopédie Rochard), une statistique où l'on constate que, de 1886 à 1890 inclus, 24 départements sur 87 ont tenu le nombre de réunions réglementaire. Jusqu'en 1893, et pendant l'année 1896, l'Ardèche ne s'est point soustraite à cette règle générale des départements. Nous relevons les nombres suivants des séances tenues par le Conseil d'Hygiène de Privas depuis 1886.

ANNÉES	1886	1888	1889	1890	1893	1894
	2	2	2	4	5	5
ANNÉES	1895	1896	1897	1898	1899 jusqu'en octobre	
	5	3	6	6	6	

M. Monod, dans l'article que nous venons de citer, constate que, de 1849, date de leur origine jusqu'à 1890, 28 conseils sur 87 n'ont jamais publié de rapport et, parmi eux, celui de Privas. Le conseil géné-

ral de l'Ardeche n'a encore accordé aucun crédit à ce sujet et, actuellement il n'y a encore aucun compte rendu imprimé des séances du Conseil d'Hygiène de Privas. Cependant, ces comptes rendus existent et nous avons pu les consulter. Ne pouvant les publier *in extenso*, leur importance étant par trop considérable, nous nous bornerons à donner une simple énumération des différentes questions que le conseil d'hygiène a eu à examiner dans le cours de ces trois dernières années.

Année 1897.

Séance du 8 février :

- 1° Epidémie de diphtérie.

Séance du 24 mars :

- 1° Epidémie de diphtérie.
- 2° Tubes étanches pour les vases d'eau minérale (Système Moulin).

Séance du 13 avril :

- 1° Epidémie de diphtérie.

Séance du 9 août :

- 1° Adopte les conclusions du rapport du préfet concernant l'organisation des commissions cantonales d'hygiène.
- 2° Tubes étanches (M. le docteur Dantherville est chargé d'étudier la question et de présenter un rapport à la prochaine séance).

Séance du 21 août :

- 1° Projet d'adduction d'eau à Labégude.
- 2° Projet d'adduction d'eau à Viviers.

- 3° Ouverture d'une école privée de filles à Alissas de St-Martial.
- 4° Ouverture d'une école privée à St-Etienne de Boulogne.

Séance du 7 septembre :

- 1° Agrandissement du cimetière de St-Lager-Bressac.
- 2° Local d'école communale à Thueyts.
- 3° Transfert de l'école privée de filles à Arcens dans un nouveau local.
- 4° Ouverture d'une école privée de filles à St-Fons.

Année 1898.

Séance du 9 février :

- 1° Fermeture de l'école de filles de Vals-les-Bains et désinfection des salles de classe (Epidémie de pelade).
- 2° Accorde à trois demandes l'autorisation d'exploiter des sources d'eaux minérales.

Séance du 8 juin :

- 1° Epidémie de rougeole à Privas (Emet avis que les municipalités soient invitées à prendre des mesures en vue de donner suite aux vœux formulés par les commissions cantonales d'hygiène de Viviers, Aubenas, Serrière, St-Pierre-ville).

Séance du 10 septembre :

- 1° Travaux d'amélioration de fontaines à St-Pierre-ville.
- 2° Agrandissement du cimetière de St-Vincent-de-Bariès.

Séance du 21 octobre :

- 1° Eau minérale, demande d'exploitation (source Aïda).

- 2° Projet d'adduction des eaux de Coiron.
- 3° Projet d'agrandissement du cimetière de St-Thomé (Le conseil d'hygiène, adoptant les conclusions de la commission cantonale d'hygiène de Viviers, émet en conséquence un avis défavorable à l'agrandissement du cimetière et déclare la création d'un nouveau cimetière nécessaire au point de vue de l'hygiène).

Séance du 19 novembre :

- 1° Etablissement d'une fabrique d'eau gazeuse artificielle au Teil.
- 2° Le conseil fait opposition à l'ouverture d'une école maternelle privée à Joyeuse.
- 3° Le conseil décide qu'il n'y a pas lieu de faire opposition à l'ouverture d'une école maternelle privée au Teil.
- 4° Fixe à 15 le nombre maximum d'internes dans un pensionnat de filles (Ste-Eulalie).
- 5° Fixe à 10 le nombre maximum d'élèves internes au pensionnat de l'école privée de filles à Laveyrune.
- 6° Annexion d'un internat au cours complémentaire de filles à Lavoulte.

Séance du 20 décembre :

- 1° Pêche fluviale, réglementation.

Année 1899.

Séance du 25 janvier ;

- 1° Ouverture d'une école au hameau de Bize, commune de Genestelle.
- 2° Construction d'un abattoir au Teil.
- 3° Ouverture d'une école maternelle privée à Joyeuse.

- 4° Construction d'une école supérieure de garçons à Bourg-St-Andéol.
- 5° Epidémie de fièvre thyphoïde à St-Etienne-le-Serre et construction d'une école au hameau le Freydier.
- 6° Demande d'exploitation, eau minérale source des Augustins.
- 7° Construction d'une citerne pour les écoles de St-Etienne-de-Fontbellon.
- 8° Inspection médicale des écoles.
- 9° Ecole de St-Joseph, Privas.
- 10° Epidémie de fièvre thyphoïde, mesures à prendre à Aubenas, Labégude, St-Etienne-de-Fontbellon.
- 11° Question des égoûts de la ville d'Aubenas.

Séance du 27 mars :

- 1° Ecoles privées de filles à St-Joseph-les-Banes, St-Barthelemy-le-Plein et Chazeaux.
- 2° Ecole privée mixte au hameau de Micole, commune de Creysseille.
- 3° Agrandissement des cimetières de St-Thomé et à Marcols.
- 4° Eaux minérales, demande d'exploitation (Source Vals Royale).
- 5° Etablissement d'un dépôt de pétrole.
- 6° Eclairage à l'acétylène de la cathédrale de Viviers.
- 7° Règlementation d'arrêtés concernant l'hygiène et la santé publique (Clos d'équarrissage, contamination des puits par les infiltrations, chiens enragés, fièvre aphteuse, tuberculose, morve et flache-rie).
- 8° Tuerie particulière à Privas.
- 9° Fièvre thyphoïde à Ajoux (hameau de Blaizac).
- 10° Délibération des commissions cantonales d'hygiène de Lamastre et St-Pierreville au sujet d'épidémies de fièvre thyphoïde.

- 11° Installation du gaz acétylène à la Préfecture.
- 12° Adduction d'eau au hameau de Chatinais près Annonay.

Séance du 13 mai.

- 1° Ouverture d'une école privée de filles à Rochet.
- 2° Ouverture d'une école privée de filles avec orphelinat à Vallon.
- 3° Eaux minérales, demande d'exploitation (Source la Favorisée).

Séance du 24 juin :

- 1° Trois demandes d'éclairage à l'acétylène.

Séance du 9 septembre :

- 1° Ouverture d'une école privée à Ruoms.
- 2° Ouverture d'une école mixte à Bogy.
- 3° Ouverture d'une école privée à St-Joseph-les Bancs.
- 4° Fontaines publiques à Quintenas et à Annonay.
- 5° Construction d'un réseau d'égoût à Privas.
- 6° Eclairage du grand séminaire à l'acétylène.
- 7° Demande d'exploitation eaux minérales.
- 8° Etablissement d'un abattoir public à Privas.

Séance du 10 octobre :

- 1° Eaux minérales (Source du Lion).
- 2° Ecole privée de filles à St-Barthélemy-le-Pin.
- 3° Ouverture d'une école maternelle privée laïque à Annonay.
- 4° Ecole privée de filles à Genestelle.
- 5° Hygiène et malpropreté des wagons de 3^e classe (Compagnie du P.-L.-M.).

A la suite de cette énumération rapide, nous ne pouvons que constater les efforts incontestables qui ont été faits, durant ces dernières années, par l'au-

torité préfectorale de l'Ardèche, pour donner au conseil d'hygiène l'importance qu'il mérite. Il est vrai que son rôle n'est point de dicter des arrêts; il se contente de donner des conseils; mais n'est-ce pas déjà un progrès immense, que de voir le souci de l'hygiène entrer en considération dans les décisions préfectorales !

Enfin, nous terminerons cette étude des conseils d'hygiène, en donnant quelques détails sur les établissements insalubres du département. Ils sont peu nombreux dans l'Ardèche qui est, avant tout, un département agricole; aussi, serons-nous brefs sur cette question.

Le décret du 3 mai 1886 classait les établissements insalubres, en 3 catégories.

Dans l'Ardèche, nous trouvons :

1^{re} Catégorie :

10 abattoirs installés dans les communes ci-après : Privas, Vals-les-Bains, Le Teil, Tournon, Largentière, Aubenas, Viviers, Annonay, Villeneuve-de-Berg et Bourg-St-Andéol.

4 équarissages : Privas, St-Marcel-d'Ardèche, Annonay, Labégude.

1 fabrique de colle forte à Annonay.

2^e Catégorie :

25 fours à chaux hydrauliques dans les communes du Teil, Cruas, Rochemaure, Meysses et Viviers.

6 tanneries à Bourg-St-Andéol.

3 tanneries à Privas.

10 tanneries à Annonay.

3^e Catégorie :

10 établissements pour séchage de peaux de moutons (dans les villes qui ont des abattoirs).

1 fabrique de minium à Privas.

2 cardages et épuration de laines à Annonay.

1 cardage de chanvre à Privas.

15 papeteries à Annonay, Vidalon et St-Marcel-les-Annonay.

8 dépôts de charbon de bois à Privas, Annonay, Aubenas, Largentièrre, Le Teil, Tournon, Bourg-St-Andéol, Montpezat.

2 importantes distilleries au Pouzin et à Annonay.

8 mégisseries à Annonay.

135 filatures de cocons dans le département

Il a été accordé 9 autorisations d'installation de générateurs d'acétylène à St-Pierre-ville, Viviers, Annonay, Privas.

A côté des conseils d'hygiène de département et des conseils d'arrondissement, l'arrêté du 18 décembre 1848 dotait les cantons d'une commission d'hygiène, dite cantonale. Ces commissions cantonales d'hygiène n'ont été organisées dans le départe-

tement de l'Ardèche, qu'en 1877, par un arrêté pris par M. Cruchon, à la date du 30 août.

Arrêté du 30 août 1897.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une commission d'hygiène publique dans chacun des cantons du département.

ART. 2. — Ces commissions seront composées de sept membres, sauf à Annonay et à Aubenas où elles en compteront dix.

ART. 3. — Ils seront nommés par le préfet pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans.

ART. 4. — Les commissions cantonales sont présidées par le maire du chef-lieu de canton, chacune élira un vice-président et un secrétaire pour deux ans; ils pourront être réélus.

ART. 5. — Les commissions cantonales d'hygiène se réuniront à la mairie tous les trois mois et chaque fois qu'elles seront convoquées par le préfet ou le sous-préfet.

ART. 6. — Tout membre qui, sans motifs d'excuses approuvées par le préfet, aura manqué à trois convocations consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

ART. 7. — Les membres des commissions d'hygiène de canton pourront être appelés aux séances du conseil d'hygiène d'arrondissement; ils y auront voix consultative.

ART. 8. — Leurs fonctions sont gratuites. Les frais occasionnés par les fournitures de bureau, la tenue des séances seront nécessairement supportés par la mairie du chef-lieu de canton.

ART. 9. — La compétence des commissions cantonales d'hygiène s'étend à toutes les questions ressortissant aux conseils d'hygiène publique et de salubrité d'arrondissement qu'ils ont mission d'éclairer et de seconder.

ART. 10. — Elles peuvent être consultées, notamment :

Sur l'assainissement des localités et des habitations, sur les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ;

Sur les épizooties et les maladies d'animaux ;

Sur les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles ;

Sur la qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés en commerce ;

Sur les demandes d'autorisation, translation ou suppression d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Sur les projets de travaux d'utilité publique intéressant l'hygiène publique et, spécialement, ceux relatifs aux écoles, aux fontaines, aux égouts, aux cimetières.

ART. 11. — Il leur appartient de réunir et de coordonner les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique du canton, en ce qui touche à la salubrité publique.

ART. 12. — Elles pourront, en outre, appeler l'attention de l'autorité préfectorale sur les questions qui leur paraîtront, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, devoir être soumises à l'examen des conseils d'hygiène d'arrondissement ou du conseil départemental.

Afin d'étudier le fonctionnement de ces commissions cantonales d'hygiène, nous avons pensé prendre un exemple. Seules des considérations de facilité dans nos recherches nous ont guidés dans ce choix. Nous nous sommes arrêté sur le canton de St-Péray que nous habitons ; M. le docteur Bouvat a bien voulu nous procurer les documents nécessaires à la rédaction de cette partie de notre travail.

L'arrêté du 30 août 1897 nomme les membres des différentes commissions cantonales d'hygiène du

département. Celle du canton de St-Péray compte 7 membres :

MM. le maire de St-Péray ; Bouvat, docteur ; Deleuze, juge de paix ; Estéoule, percepteur ; Viallin, conducteur des Ponts et Chaussées ; Barde, maire de St-Sylvestre ; Oriol, instituteur.

Cette commission s'est réunie 3 fois ; le 15 décembre 1897, le 21 septembre 1898 et le 26 juillet 1899. Invitée, dans sa première réunion, par M. le docteur Bouvat, à s'occuper d'une épidémie de fièvre typhoïde, elle émit le vœu suivant :

Que des mesures générales soient prises dans toutes les communes du canton pour faire enlever les dépôts de fumier et d'immondices existant dans les rues et places afin d'éviter, dans les propriétés particulières, l'infiltration dans les puits d'alimentation des eaux contaminées provenant de ces fosses et dépôts.

La seconde séance de septembre 1898 est consacrée à l'étude d'un projet de transfert du cimetière de Guilherand — projet adopté.

Appelée à se prononcer, dans sa troisième réunion, au sujet d'un projet d'adduction d'eau à Soyons, la commission émet un avis favorable.

Bien que secondaire, le rôle de ces commissions cantonales d'hygiène n'est pas à dédaigner et, dans ce modeste canton de l'Ardèche, nous voyons la commission d'hygiène éveiller l'attention de l'autorité sur des mesures utiles de salubrité et donner un conseil compétent sur le choix d'un emplacement de cimetière et sur un projet d'adduction de l'eau destinée à l'alimentation d'une commune.

CHAPITRE II

Du service des épidémies

La création du service des épidémies date du 12 floréal de l'an XIII. Il ne fonctionne sérieusement dans le département de l'Ardèche que depuis l'arrêté de réorganisation pris par M. Ducos, à la date du 22 septembre 1892.

Arrêté du 22 septembre 1892

ARTICLE PREMIER. — Les médecins chargés du service de l'inspection des enfants du premier âge et du service de la vaccination gratuite, sont chargés, chacun dans leur circonscription, des fonctions de médecins adjoints du service des épidémies.

ART. 2. — Ils se rendront, à notre réquisition ou celle du sous-préfet de l'arrondissement, dans toutes les communes de leur circonscription où une maladie épidémique sera signalée.

ART. 3. — Sitôt arrivés dans la commune où l'épidémie sévit, les médecins du service doivent nous adresser, ou adresser au sous-préfet de l'arrondissement, un rapport

faisant connaître la nature de la maladie, ses causes, les pertes qu'elle a déjà causées, les moyens qu'ils comptent employer et les secours dont ils ont besoin pour en arrêter le développement et en assurer l'extinction, les mesures qu'il y a lieu d'inviter la municipalité à prescrire, le temps pendant lequel ils présument que leur présence sera nécessaire au foyer de l'épidémie.

Si la gravité du mal les contraint de demeurer plusieurs jours dans la commune contaminée, ils adressent, pendant leur séjour, à l'administration, toutes les communications qu'ils jugent utiles. Ils ne peuvent d'ailleurs engager aucune dépense, soit pour fourniture de désinfectants ou de médicaments, soit pour travaux d'hygiène ou pour tout autre cause, sans en avoir référé à l'administration et y être autorisés par elle.

Ils doivent, leur mission terminée, nous adresser ou adresser au sous-préfet de l'arrondissement un rapport rendant compte de la façon dont ils l'ont accomplie et indiquant les mesures nécessaires pour éviter le retour de l'épidémie qui l'avait motivée.

ART. 4. — Au cours de leur mission, les médecins doivent leurs secours aux malades indigents qui, sans eux, seraient privés de tous soins médicaux.

ART. 5. — Les médecins du service des épidémies doivent, chaque année, nous adresser ou adresser au sous-préfet de l'arrondissement un rapport d'ensemble sur la situation hygiénique de leur circonscription et sur les moyens de l'améliorer.

Ce rapport est soumis au conseil d'hygiène de l'arrondissement.

ART. 6. — Les médecins chefs du service des épidémies et les médecins adjoints reçoivent une indemnité de 10 fr. par jour et de 6 fr. par demi-journée lorsqu'ils opèrent dans les communes où ils résident.

Il leur est alloué une indemnité de 15 fr. par jour et de

8 fr. par demi-journée, lorsqu'ils opèrent dans une commune autre que celle de leur résidence. Cette indemnité est portée à 18 fr. par jour quand ils sont obligés de découcher.

ART. 7. — Il est, en outre, alloué aux médecins chefs du service des épidémies et aux médecins adjoints, pour frais de transport, une indemnité calculée suivant les bases ci-après, par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour.

1^o Par voie de fer : 0 fr. 08 ;

2^o Par voie de terre : 0 fr. 50, le nombre de kilomètres étant calculé du chef-lieu de la commune où le médecin réside au chef-lieu de la commune où il s'est rendu d'après le tableau des distances arrêté le 10 novembre 1877 par notre prédécesseur.

ART. 8. — Le présent arrêté sera inséré au Recueil des actes administratifs de notre préfecture. Ampliation en sera adressée à chacun des médecins-chefs du service des épidémies et des médecins-adjoints.

Pour que ce service des épidémies puisse fonctionner et donner des résultats, il est absolument indispensable que l'autorité préfectorale soit informée rapidement de l'éclosion d'une épidémie dans telle ou telle région du département.

La loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, rend obligatoire pour les docteurs, officiers de santé et sages-femmes la déclaration des maladies épidémiques tombées sous leur observation ; mais ce mode d'information s'est, dès le début, montré insuffisant dans le département de l'Ardèche ; les médecins, dont le nombre est, d'ailleurs, fort restreint, sont loin, dans ce département, d'être appelés à donner des soins à tous les malades. Dans certaines communes de la région montagneuse, il n'est pas

rare de voir une épidémie faire huit à dix victimes sans que le médecin, résidant parfois à plus de quinze kilomètres, ait été appelé à visiter un seul malade. Aussi le préfet actuel, M. Cruchon, a-t-il songé à s'adresser aux instituteurs et institutrices du département et, à la date du 30 août 1897, il leur envoyait la circulaire suivante :

Après m'être concerté avec M. l'Inspecteur d'Académie, j'ai décidé de rétablir, pour le service des épidémies du département de l'Ardèche, le bulletin des épidémies commençantes. Je fais appel à votre diligence et à votre dévouement pour nous aider à combattre et à arrêter les épidémies dès leur début.

Dans les communes éloignées de la résidence du médecin, elles naissent et se propagent souvent à l'insu des docteurs et de l'administration. Il y a, dans l'intérêt de la santé publique, une importance capitale à ce qu'elles soient signalées dès le premier cas. Je n'ai pas hésité à vous associer à cette œuvre d'intérêt général en vous chargeant tout spécialement du soin d'appeler immédiatement l'attention du préfet, pour l'arrondissement chef-lieu, et du sous-préfet pour les autres arrondissements, sur les cas de maladies épidémiques dont vous aurez connaissance dans votre circonscription scolaire.

Afin de procéder avec ordre, j'ai fait établir des carnets à souche à feuilles numérotées. Vous inscrirez sur la souche et sur le talon exactement les mêmes indications ; le talon sera expédié en franchise ; le carnet fera partie de l'inventaire scolaire et devra être présenté à MM. les Inspecteurs primaires dans leurs tournées.

Je tiendrai grand compte de votre zèle à seconder mes efforts pour préserver la santé publique contre l'extension des épidémies.

A côté du service des épidémies dont nous venons de parler, le préfet de l'Ardèche, M. Cruchon, a eu l'idée d'organiser un service d'inspection des écoles. Le fonctionnement de ce service est réglé par un arrêté paru à la date du 30 août 1897.

Après avoir divisé, dans un premier article, le département en 36 circonscriptions correspondant aux 36 circonscriptions du service des épidémies et nommé les médecins inspecteurs, le préfet précise ainsi le but de ce service.

ART. 2. — L'inspection médicale des écoles portera sur la santé des élèves, la salubrité des locaux et l'observation des règles de l'hygiène scolaire.

ART. 3. — Les inspections des écoles ne donneront pas lieu à des vacations spéciales, leur service se confond entièrement avec celui des épidémies.

ART. 4. — Afin d'éviter les doubles vacations et les doubles frais de déplacement, les médecins inspecteurs, lorsqu'ils seront appelés, à l'occasion d'une maladie épidémique, dans une école située hors de leur résidence, devront, en même temps qu'ils procéderont à l'inspection scolaire, examiner l'état sanitaire de la population et prescrire les mesures qui leur paraîtront nécessaires, et pour l'école et pour la population.

De même, quand ils iront dans une localité pour des cas épidémiques survenus dans la population, ils devront visiter les écoles au point de vue sanitaire.

ART. 5. — MM. les sous-préfets et MM. les maires, M. l'inspecteur d'Académie, M. le commandant de gendarmerie, MM. les médecins sus-nommés en leur double qualité de médecins des épidémies et de médecins des écoles sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du

présent arrêt qui sera inséré au recueil des actes administratifs et au bulletin de l'instruction primaire et dont cette expédition sera adressée à chacun des médecins inspecteurs.

En outre :

Nous inspirant de l'esprit d'économie qui doit présider au fonctionnement des services publics, faisant appel au dévouement de MM. les médecins inspecteurs pour que, à l'occasion de leurs tournées de clientèle, et au fur à mesure qu'ils seront appelés dans les localités où existent des écoles, pour y exercer leurs fonctions relatives à la protection du premier âge, au service des enfants assistés, à la vaccination, à l'assistance médicale gratuite, ils veuillent bien, par surcroît, visiter les bâtiments scolaires et remplir pour chacun d'eux le questionnaire très simple qui leur sera adressé et dont l'ensemble fournira une enquête générale et complète sur l'hygiène et la salubrité des écoles primaires.

Nous leur serons reconnaissant de vouloir, une fois ce premier rapport établi, nous signaler, autant qu'ils le pourront, les desiderata qui leur paraîtront mériter, au point de vue de la santé des élèves et de l'hygiène des écoles, l'intervention de l'administration.

A la suite de l'arrêté du 30 août 1897, chaque médecin inspecteur reçoit de la préfecture le questionnaire suivant.

ECOLE..... (publique ou privée de garçons, de filles, mixte, enfantine, maternelle).

I. L'école est-elle installée dans un local édifié pour son objet ou loué ?

II. Causes d'insalubrité affectant l'école dans son ensemble par suite de son emplacement et de sa situation ?

III. Existe-t-il, à proximité, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ? A quelle distance ?

IV. Les salles de classe sont-elles saines ? Sont-elles suffisamment spacieuses ?

(Il faut 5 mc. d'air par élève.)

V. Sont-elles bien aérées ?

La ventilation est-elle facile ?

En quoi laissent-elles à désirer ?

VI. Les ouvertures par où arrive la lumière et les tables des élèves sont-elles placées dans des conditions défectueuses ?

(Les élèves doivent recevoir la lumière du côté gauche.)

VII. Les planchers, carrelages, dallages, etc., peuvent-ils être aisément et complètement nettoyés et débarrassés des poussières ?

VIII. Le matériel scolaire est-il suffisant et approprié à la taille des élèves ?

IX. Le chauffage des classes présente-t-il des inconvénients pour la santé des élèves, soit en raison du système de chauffage, soit à cause de la manière dont il est pratiqué ?

X. La propreté des élèves ne laisse-t-elle rien à désirer ?

XI. Les classes et les dépendances de l'école sont-elles tenues dans un état de propreté satisfaisante au point de vue de l'hygiène ?

XII. L'école est-elle pourvue d'eau potable ?

XIII. Les cabinets d'aisance des maîtres et des élèves sont-ils établis dans des conditions hygiéniques ?

XIV. Où les récréations ont-elles lieu ?

Dans les dépendances de l'école ?

En dehors de l'école ?

XV. En ce qui concerne les cours de récréations, quelles sont les observations à faire au point de vue de l'espace ?

En ce qui concerne l'exposition des préaux ?

XVI. Le logement des maîtres et des maîtresses ne laisse-t-il à désirer au point de vue hygiénique ?

XVII. Lorsque l'école possède un pensionnat, indiquer

s'il est installé et tenu dans des conditions hygiéniques satisfaisantes ?

XVIII. Quelles sont les maladies épidémiques les plus fréquentes dans la localité ?

XIX. Celles qui se sont produites à l'école dans les dernières années ?

Observations générales...

Améliorations proposées...

Bien que non rétribué, ce service d'inspection des écoles avait donné, en octobre 1899, le résultat suivant : sur 877 écoles que possède le département, 236 avaient été visitées et ces 236 rapports réunis à la préfecture forment un dossier sanitaire des locaux d'enseignement du département qui peut être le point de départ d'améliorations indispensables et longtemps méconnues.

Telle est, en principe, l'organisation du service des épidémies. Depuis sa création, il a été appelé à rendre de réels services à l'hygiène et nous ne saurions mieux indiquer son utilité qu'en publiant divers arrêtés qu'il a inspirés. Nous avons fait, à ce sujet, des recherches aussi consciencieuses que possible et nous sommes parvenu à réunir trois arrêtés importants pris par M. Cruchon, préfet actuel. Le premier se rapporte à plusieurs épidémies de scarlatine et de diphtérie signalées dans le département ; le second à la fièvre typhoïde et le troisième aux maladies transmissibles des animaux à l'homme : nous le publierons dans le chapitre consacré au service des épizooties.

Arrêté du 9 avril 1897

ARTICLE PREMIER. — Toutes les maisons et les établissements publics ou privés dans lesquels se sont produits depuis, le commencement de l'épidémie ou se produiront des cas de diphtérie ou de scarlatine, seront désinfectés, même ceux qui l'ont déjà été.

ART. 2. — Dans les localités possédant une étuve, la literie les rideaux, les tapis, les tentures et les linges souillés ou qui ont pu être souillés seront soumis à l'étuve.

ART. 3. — Les objets transportés à l'étuve à désinfection devront être complètement enveloppés d'une toile ou d'un drap bien mouillé. Cette enveloppe, qui n'aura subi aucun contact avec le malade sera également mise à l'étuve.

ART. 4. — Les parquets, les meubles et les objets ne pouvant subir la désinfection à l'étuve, tels que ceux en cuir, seront désinfectés à l'aide d'un lavage à la brosse avec de l'eau chaude et du savon, et ensuite, d'une solution au sublimé à la dose d'un millième.

ART. 5. — Les murs crépis seront blanchis à la chaux ; les murs tapissés seront aspergés sur toute leur surface par des pulvérisations d'une solution contenant 1/1000 de sublimé.

ART. 6. — Les personnes chargées de la désinfection devront quitter les vêtements et chaussures qu'elles porteront pendant l'opération et éviter de les mettre en contact avec ceux qu'elles prendront ensuite.

ART. 7. — L'appartement désinfecté ne sera réhabité qu'après avoir été aéré pendant au moins vingt-quatre heures.

ART. 8. — Il est interdit aux bibliothèques scolaires et aux bibliothèques publiques de prêter des livres aux diphtériques ou aux scarlatineux, soit pendant la maladie, soit pendant leur convalescence.

ART. 9. — Dans les localités où la diphtérie ou la scarlatine auront été constatées, les maîtres et maîtresses des établissements publics et privés devront, jusqu'à la disparition de l'épidémie, faire chaque matin l'inspection de la gorge de leurs élèves; renvoyer immédiatement dans leur famille, avec une note indiquant le motif du renvoi, ceux dont la gorge paraîtrait suspecte, soit par sa rougeur, soit par la présence de plaques ou de points blancs. L'enfant ne pourra rentrer en classe que le troisième jour, si la maladie ne s'est pas déclarée. Avis du renvoi devra être aussitôt donné à l'inspecteur primaire qui sera également informé de la rentrée de l'élève.

ART. 10. — On procèdera à l'inspection de la gorge des enfants, sans toucher leurs lèvres avec les doigts, sans introduire dans leur bouche ni cuiller, ni aucun objet, en leur faisant crier la bouche grande ouverte un ââ prolongé.

ART. 11. — Les directeurs et directrices d'écoles publiques ou privées ne devront pas recevoir les élèves qui auront été atteints de diphtérie, sans s'être assurés que, pendant quinze jours, au moins, après leur guérison, ils ont été astreints chaque jour matin et soir à se gargariser et à pratiquer des irrigations avec de l'eau bouillie.

Pour la scarlatine ils devront s'assurer, en examinant les mains, que la desquamation est terminée, ce qui survient du 20^e au 40^e jour de la maladie.

ART. 12. — En temps d'épidémie, ils devront chaque jour signaler au maire et au sous-préfet, et au préfet, pour l'arrondissement chef-lieu, les cas d'absence pour cause de maladie.

ART. 13. — Les médecins sont invités, sous peine de se voir appliquer l'article 21 de la loi du 30 novembre 1892, à signaler dorénavant et immédiatement les cas de diphtérie et de scarlatine constatés.

ART. 14. — Dès que, dans une commune, un cas de diphtérie ou de scarlatine aura été déclaré par le médecin, con-

formément à l'article 15 de la loi du 30 novembre 1892, on devra la considérer, pendant le mois qui suivra, comme étant dans la période épidémique; cette période ne sera close qu'un mois après l'apparition du dernier cas pour la diphtérie, et six semaines pour la scarlatine; à partir du jour de la déclaration du premier cas, les prescriptions ci-dessus sont obligatoires.

ART. 15. — Le présent arrêté sera inséré au Recueil des actes administratifs et au Bulletin de l'Instruction primaire, publié et affiché dans toutes les communes du département.

ART. 16. — Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, MM. les sous-préfets, M. l'inspecteur d'Académie, M. le commandant de gendarmerie, MM. les médecins, MM. les inspecteurs primaires et MM. les membres de l'enseignement public et privé, M. l'inspecteur de l'Assistance publique, MM. les maires et MM. les commissaires de police.

Arrêté du 28 mars 1899.

ARTICLE PREMIER. — Il est défendu de jeter des bêtes mortes et des immondices dans les bois, rivières, puisards, ruisseaux, mares, gouffres, puits naturels, et de les enterrer dans les étables, dans les cours attenantes à une habitation ou à proximité des puits, des fontaines et abreuvoirs publics.

ART. 2. — Les bêtes mortes devront être enfouies dans une fosse, autant que possible à cent mètres des habitations, puits, fontaines, ruisseaux et rivières.

ART. 3. — Les animaux devront être recouverts d'une couche de terre ayant au moins :

1 mètre 50 pour les chevaux, mules, mulets, ânes, bœufs, vaches et veaux ;

1 mètre pour les moutons, chèvres et chiens.

0 m. 50 pour les animaux de taille inférieure.

ART. 4. — Il sera toujours prudent de recouvrir le cadavre

des animaux enfouis d'une couche de chaux vive; cette précaution est obligatoire, quand il s'agit d'animaux morts de maladie contagieuse.

ART. 5. — Il est interdit de laisser s'écouler librement sur la voie publique les liquides provenant des dépôts de fumiers et des étables, parcs, écuries.

ART. 6. — Dans les agglomérations, les fumiers devront être déposés soit dans des fosses étanches, soit sur une base imperméable, établie de manière à ce que le liquide ne puisse s'écouler ailleurs que dans une fosse étanche ou dans des égouts publics.

ART. 7. — Il est également interdit de laisser s'écouler, de répandre ou de jeter, soit sur les places et voies publiques, soit dans les fontaines, dans les mares et abreuvoirs des substances susceptibles de nuire à la santé publique.

ART. 9. — MM. les sous-préfets, commandants de gendarmerie, commissaires de police, gardes-champêtres, sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

ART. 10. — Le présent arrêté sera inséré au Recueil des actes administratifs, et publié et affiché dans toutes les communes du département.

A côté de ces arrêtés, nous avons réuni un certain nombre de circulaires dont les deux plus importantes sont celles du 5 avril 1898 et celle du 6 août 1898.

Circulaire du 5 avril 1898.

Le Préfet de l'Ardèche a MM. les sous-préfets et maires du département.

MESSIEURS,

L'attention de M. le ministre de l'Intérieur a été appelée sur les dangers que présentent, au point de vue de la propa-

gation de la fièvre typhoïde, les modifications apportées à certaines époques dans la distribution de l'eau d'alimentation.

Ces modifications, rendues nécessaires soit par les réparations à effectuer à la canalisation, soit par le curage des bassins filtrants, des réservoirs ou des conduites, soit enfin par la diminution du débit des sources, ont presque toujours pour résultat momentané la substitution d'une eau d'une qualité inférieure à celle qui est habituellement consommée.

Pour permettre de parer à ces dangers, M. le ministre estime qu'il est essentiel de prévenir la population des changements apportés dans la distribution des eaux et de l'inviter en même temps à soumettre à l'ébullition l'eau consommée pour les usages alimentaires jusqu'à ce qu'elle ait retrouvé ses caractères accoutumés.

Je vous saurai gré, Messieurs, de ne pas omettre, le cas échéant, de recommander aux habitants l'emploi de ces mesures prophylactiques dont l'oubli, l'expérience l'a démontré, a malheureusement causé des épidémies de fièvre typhoïde.

Agréez, Messieurs, etc.

Circulaire du 6 août 1898.

Le Préfet de l'Ardèche à MM. les maires du département.

MESSIEURS,

Le règlement scolaire arrêté par le conseil départemental de l'enseignement primaire et approuvé par M. le Ministre de l'Instruction publique porte, dans son article II, que les salles de classe seront blanchies ou lessivées tous les ans.

Les rapports d'inspection constatent que, dans un certain nombre de communes, les salles de classe laissent beaucoup à désirer au point de vue de la propreté.

Cet état de choses, toujours nuisible à la santé des enfants, constitue, en outre, un danger en cas d'épidémie. Il peut

même les engendrer en fournissant aux microbes un milieu propice à leur développement. Les cas où des épidémies ont pris naissance dans les locaux scolaires sont malheureusement nombreux.

Il y va de l'intérêt général de tenir les classes dans un état constant de propreté et je ne saurais trop vous recommander de profiter, chaque année, des grandes vacances pour prescrire l'exécution des travaux jugés nécessaires.

Les opérations de blanchiment sont peu coûteuses et il vous sera presque toujours possible de les solder au moyen du crédit des frais d'entretien des maisons d'école. Vous pourrez, au besoin, imputer la dépense sur le crédit des « dépenses imprévues » ou provoquer l'ouverture d'un crédit spécial.

Je désire être informé des dispositions que vous aurez prises en exécution des présentes instructions.

Il conviendra aussi, bien entendu, de profiter des vacances pour effectuer aux maisons d'école et au matériel scolaire les réparations reconnues indispensables.

Agréez, Messieurs, etc.

Ces arrêtés et ces circulaires, par les mesures prophylactiques qu'elles précisent, sont destinés à rendre d'immenses services à l'hygiène ; mais plus importantes sont encore les tentatives faites par le département afin d'armer les médecins contre les maladies épidémiques et leur propagation.

Dans ce but nous avons constaté la création de dépôts de sérum-antidiphtérique, de sérum anti-venimeux et l'acquisition, par le département, d'étuves à désinfection.

A la date du 9 février 1895 M. Goulley, préfet, avait créé trois dépôts de sérum anti-diphtérique dans le département. Deux ans après, à la date du

2 juillet 1897, M. Cruchon, préfet actuel, organisa, dans chaque commune, un dépôt de sérum. Les communes de 1.000 à 3.000 habitants reçoivent trois tubes, celles de 3.000 à 5.000, quatre ; de 5.000 à 15.000, six, et de 15.000 à 20.000, dix. En expédiant ces tubes de sérum le préfet adresse aux maires la circulaire suivante :

J'ai l'honneur de vous adresser ... tubes de sérum antidiphthérique entourés d'une bande cachetée à la cire.

Ces tubes devront être conservés à l'abri de la lumière et de l'humidité et déposés, non chez vous, mais à la mairie ; seul le médecin pourra briser le cachet et ouvrir la boîte. L'année prochaine, à pareille époque, les tubes non utilisés me seront retournés par vos soins à une date que je fixerai moi-même, sauf ceux qui auront été récemment reçus.

Ils seront remplacés par de nouveaux tubes que l'Institut Pasteur enverra en échange.

Le sérum que je vous expédie est destiné aux indigents inscrits sur la liste d'assistance médicale gratuite ; toutefois, si les médecins en demandent pour les non indigents, vous devrez les leur délivrer, mais, dans ce cas, ils devront être remplacés par les familles, autant que possible, dans les vingt-quatre heures, et toujours dans le plus bref délai, par des tubes de l'Institut Pasteur, achetés, soit à l'Institut même, soit chez le pharmacien.

Lorsqu'ils seront pris chez le pharmacien, la date de fabrication, imprimée sur le dessus de la boîte, ne devra pas remonter à plus de trois mois du jour du remplacement.

En ce qui concerne les tubes employés pour les personnes comprises sur les listes d'assistance médicale gratuite, vous voudrez m'envoyer un certificat délivré par vous, indiquant la date de la remise au médecin, le nom du médecin, les nom et prénoms de la personne inoculée et son numéro sur la liste d'assistance.

Je vous prie de m'accuser réception des tubes que je vous envoie et de la présente circulaire.

Le mode de renouvellement de ces tubes a été fixé par une circulaire envoyée aux maires du département à la date du 1^{er} septembre 1899.

MESSIEURS,

J'ai déjà eu l'honneur de vous faire savoir, en 1897 et en 1898, qu'à l'expiration de l'année les tubes de sérum antidiphthérique mis en dépôt dans les mairies pour les usages de l'assistance médicale gratuite et non utilisés depuis leur envoi, devraient m'être retournés par vos soins.

Le moment est venu de remplacer ces tubes par d'autres de fabrication récente.

Je vous serai, en conséquence, obligé, Messieurs, de bien vouloir me renvoyer les tubes dont il n'a pas été fait usage depuis le mois d'août dernier, c'est-à-dire dont la fabrication remonte à plus d'un an de date. Quant aux tubes envoyés en remplacement de ceux utilisés au cours de l'année, vous devrez les conserver tant que leur fabrication ne remontera pas à plus d'un an, ce dont il est facile de s'assurer, chaque boîte indiquant la date de la fabrication.

Le renvoi des tubes sera fait par la poste en ayant soin de coller soigneusement une bande de papier autour de la boîte de manière à empêcher l'ouverture.

Agréez, Messieurs, etc.

Il ya été également créé, dans le département, trois dépôts de sérum antivenimeux. Le préfet en informe les maires par une circulaire envoyée à la date du 10 mai 1897 :

J'ai l'honneur de vous informer que M. le docteur Calmette, directeur de l'institut Pasteur de Lille, a bien voulu

mettre à ma disposition des tubes de sérum antivenimeux. Ce sérum est efficace contre les morsure des reptiles venimeux et peut être employé non seulement pour l'homme mais pour les animaux. Il se conserve indéfiniment à l'abri de la lumière et de l'humidité dans la boîte qui le renferme.

Messieurs les médecins et les vétérinaires pourront, lorsqu'ils auront besoin de se servir de ce sérum, s'adresser pour les arrondissements à la sous-préfecture et, pour l'arrondissement chef-lieu, à la préfecture où les tubes sont en dépôt.

L'inoculation se fait d'après les instructions contenues dans la boîte et s'opère avec une seringue semblable à celle dont on fait usage pour le sérum antidiphtérique.

Agréez Messieurs, etc.

Ces dépôts de sérum ont eu une grande utilité et, à maintes reprises, les médecins de l'Ardèche en ont pu tirer un gros profit à l'avantage de leurs malades.

Une création plus récente est celle du service de désinfection qui a été précédée par l'acquisition de 4 étuves, le fonctionnement de ce service est indiqué dans un arrêté pris par M. Cruchon à la date du 16 octobre 1899.

Arrêté du 16 octobre 1899.

ARTICLE PREMIER. — Les quatre étuves données par le gouvernement de la République au département seront confiées en dépôt : la première à la ville de Privas, les trois autres aux hôpitaux de Tournon, d'Annonay et d'Aubenas.

• ART. 2. — La ville de Privas possédant à l'hôpital une étuve fixe, n'aura pas l'usage de l'étuve départementale pour cet établissement, si ce n'est dans les cas exceptionnels où l'étuve fixe serait insuffisante, ou si elle se trouvait hors de service.

ART. 3. — Les hôpitaux de Tournon, d'Annonay et d'Aubenas pourront se servir de l'étuve dont il ont le dépôt et de ses accessoires, pour toutes les désinfections jugées utiles pour le service de ces établissements.

ART. 4. — Ils devront les entretenir avec le plus grand soin ; leur entretien ordinaire sera à leur charge, ainsi que les réparations nécessaires par leur faute. Les détériorations provenant de l'usure ou de cas de force majeure seront réparées par le gouvernement.

ART. 5. — Les étuves seront constamment à la disposition du service des épidémies et pourront à tout moment, suivant les besoins, être employées, soit pour les désinfections à opérer dans le territoire des villes où elles sont déposées, soit dans les autres communes de la circonscription, sans que les dépositaires puissent opposer de refus ; elles ne pourront sortir de leur dépôt que sur une autorisation du préfet délivrée sur la demande et le rapport du médecin des épidémies.

ART. 6. — Les communes des cantons de Privas, Chomérac, Bourg-St-Andéol, Viviers, Rochemaure, Lavoulte et St-Pierre-ville seront desservie par l'étuve de Privas.

Celles des cantons de l'arrondissement de Largentière, d'Aubenas, d'Antraigues et de Villeneuve-de-Berg, par l'étuve d'Aubenas.

Celles des cantons de Tournon, Le Cheylard, Lamastre, St-Péray, Vernoux et St-Martin-de-Valamas, par l'étuve de Tournon.

Celles des cantons d'Annonay, Serrières, Satillieu, St-Agrève et St-Félicien, par l'étuve d'Annonay.

Article 7. — Les étuves seront prises, conduites et ramenées par les équipes organisées comme il sera dit plus bas.

Elles devront être remises au dépôt aussitôt les désinfections terminées et en parfait état de propreté et d'entretien.

ART. 8. — Il sera tenu, dans chaque dépôt, dans les hospices par l'économe, à Privas par le commissaire de police, un ca-

hier de contrôle, où seront inscrits les jours et heures de sortie et de rentrés de l'étuve.

ART. 9. — Les maires des communes où seront opérées les désinfection devront adresser à la préfecture ou à la sous-préfecture, suivant le cas, un certificat mentionnant l'heure de l'arrivée et du départ de l'étuve, les noms et prénoms des habitants dont les maisons ont été désinfectées.

ART. 10. — Les détériorations survenues hors du dépôt, seront à la charge du département, ainsi que les frais de transport de combustible et de fonctionnement.

ART. 12. — Dans chaque ville possédant une étuve il sera constitué une équipe composée d'un ouvrier mécanicien et d'un aide nommés et commissionnés par le préfet.

ART. 12 — A défaut de contrat particulier plus avantageux pour le département le tarif suivant sera appliqué :

A). — L'ouvrier mécanicien recevra une rétribution de 4 fr. 50 par demi-journée et de 10 fr. 50 par jour, repas et coucher compris ; son aide qui sera chargé de transporter à l'étuve les objets à désinfecter et d'opérer la désinfection avec le pulvérisateur, de faire les lavages et les blanchiments à la chaux, touchera 3 fr. 50 par demi-journées et 8 fr. 50 par jour, sans autre indemnité pour les repas et le coucher.

Lorsque le mécanicien et son aide pourront rentrer chez eux pour déjeuner avant la fin de la demi-journée, soit avant la fin de la journée pour dîner, la rétribution à laquelle ils auront droit, subira une diminution de 1 fr. 50 par repas, non pris au dehors, et de même somme s'ils ne découchent pas.

B). — Les voituriers à qui sera confié le transport des étuves, recevront 10 francs par jour et par collier ; dans cette somme seront compris la rémunération du conducteur et les frais de nourriture. La demi-journée sera payée 6 francs par collier.

C). — Lorsque, en raison des circonstances, il conviendra d'employer des bœufs, il sera alloué de 6 à 8 francs, suivant

les nécessités, par paire de bœufs, y compris la rémunération du conducteur et tous frais accessoires, par journée entière, et 4 fr. 50 par demi-journée.

ART. 13 — L'aide mécanicien devra soigneusement désinfecter, au moyen du pulvérisateur, les locaux et objets contaminés avant de rentrer les objets passés à l'étuve.

ART. 14 — Il blanchira en même temps à la chaux vive les plafonds en plâtre ou en lambris, ainsi que les murs, à moins que lesdits murs ne soient tapissés, cas où il faut employer seulement le pulvérisateur. A cet effet, les sacs que contient l'étuve seront toujours garnis de chaux vive. Il devra veiller, au départ de l'étuve, à ce que le récipient et le long pinceau à badigeonner qui font partie de ses accessoires, soient accrochés aux supports destinés à les recevoir et à ce que le pulvérisateur à roues soit solidement fixé derrière le siège du conducteur, à la place qui lui est réservée.

ART. 15 — Il sera établi, par les soins de l'ouvrier mécanicien, dans le local de chaque étuve, un petit dépôt de 500 kilogs de charbon et 200 kilogs de chaux vive. L'ouvrier mécanicien devra, en outre, se procurer l'eau sublimée à 1/1000 nécessaire pour le pulvérisateur, à un prix qui ne devra pas être supérieur à 0 fr. 50 le litre.

ART. 16 — Les mémoires des fournitures devront être remis au commissaire de police chargé de nous les transmettre après les avoir contrôlés et certifiés.

Ces mémoires devront être établis en double, dont un sur timbre lorsque la dépense dépassera 10 francs. Ils seront payés sur états justificatifs sans vacation.

ART. 18 — Des instructions spéciales sur les soins à donner aux machines sur la manière de s'en servir, sur la façon dont doivent s'opérer les désinfections, seront adressées à l'ouvrier mécanicien.

ART 19 — Il sera fourni aux hommes d'équipe les vêtements suivants, dont ils devront se vêtir avant de commencer les opérations.

1° Une casquette en toile.

2° Un vêtement blouse, également en toile formant pantalon, serré au cou, aux poignets, à la taille et au dessus des tiges de la chaussures, par des cordons.

3° Des chaussures montantes complètement en toile et à semelles en cordes.

ART. 20. — Les opérateurs ne devront quitter ces vêtements qu'après la désinfection complète de la maison et ils les désinfecteront à l'étuve en les plaçant après les derniers objets à désinfecter.

ART. 21 — Les prescriptions de notre arrêté du 9 avril 1897 sur les épidémies sont et demeurent maintenues, notamment en ce qui concerne les désinfections.

ART. 22 — Le présent arrêté sera inséré dans le Recueil des actes administratifs et affiché dans les communes du département.

ART. 23 — Sont chargés de son exécution. MM. les sous-préfets, les maires, les médecins et le personnel des épidémies, la gendarmerie, les commissaires de police et les gardes champêtres.

Nous avons pu examiner avec soin l'étuve mobile de Privas. Elle nous a paru remplir toutes les conditions nécessaires pour pouvoir être conduite sans trop de difficultés par les routes, même escarpées, du département. Nous empruntons à une circulaire adressée aux maires, à la date du 11 août 1899, la composition de l'étuve et l'énumération de ses accessoires :

1° L'étuve proprement dite, avec son chariot et son cheval; la porte de l'étuve a une fermeture de quatre écrous en bronze.

2° Un entonnoir d'alimentation.

- 3^o Un niveau d'eau à tube *sur la chaudière*.
- 3^o Deux robinets de jauge.
- 5^o Un chapelet réglable à 600 gr.
- 6^o Un manomètre avec thermomètre.
- 7^o Une soupape de sûreté *sur l'étuve*.
- 8^o Un robinet d'évacuation de vapeur.
- 9^o Un pulvérisateur pour liquides antiseptiques qui se fixe sur la plateforme placée sur le siège du conducteur.
- 10^o Un seau pour la préparation de l'eau de chaux, appendu à un crochet sous l'étuve.
- 11^o Deux sacs à chaux, placés dans le coffre sous le siège.
- 12^o Un pinceau à badigeonner au lait de chaux, emmanché dans un tube de cuivre, mis sur des supports latéraux de l'étuve.
- 13^o Une paire de brancards.
- 14^o Un timon pour deux chevaux, fixé sur des supports, le long de la voiture de la même façon.

L'étuve de Privas a déjà fonctionné ; elle a pu visiter diverses localités où avait éclaté une épidémie de diphtérie. Il est intéressant de noter, à ce sujet, la méfiance des populations campagnardes à l'égard de ce genre de désinfection. Beaucoup de paysans se refusaient à céder leurs vêtements et leurs linges pour être mis à l'étuve, et le préfet nous a raconté que, présent aux premières désinfections qui se sont faites dans le département, il a dû, à plusieurs reprises, intervenir pour convaincre et décider ces braves gens, qui craignaient de ne plus pouvoir utiliser les objets qu'ils confiaient à l'étuve.

En résumé, nous voyons que, dans le département de l'Ardèche, le service des épidémies est organisé avec soin, il fonctionne assez bien et a donné de bons

résultats. Le département a fait preuve d'un réel souci pour l'hygiène, en créant des dépôts de sérums et en se procurant quatre étuves de désinfection. Si nous examinons le résultat obtenu au sujet du coefficient de mortalité, nous arrivons à cette conclusion qu'il y a eu, ces dernières années, un abaissement assez sensible du taux de la mortalité dans le département, ainsi que l'indique le tableau suivant.

ANNÉES	POPULATION DE L'ARDÈCHE	DÉCÈS	COEFFICIENT DE MORTALITÉ DÉCÈS PAR 1.000 HABITANTS
1890	371.231	10.438	28,09
1891	371.028	9.320	25,12
1892	371.477	9.800	26,40
1893	371.522	9.492	25,54
1894	371.094	9.497	25,59
1895	371.929	8.851	23,79
1896	364.497	8.532	23,41
1897	366.147	8.245	22,52
1898	365.337	8.898	24,09

CHAPITRE III

Du service de la vaccination.

Le service de la vaccination a été organisé et fonctionne actuellement dans le département de l'Ardèche, conformément aux dispositions prises par MM. Ducos, préfet, en 1892, à la date du 22 septembre.

Arrêté du 22 septembre 1892.

ARTICLE PREMIER. — Le service de la vaccination gratuite est confié, sur le territoire du département de l'Ardèche, aux docteurs en médecine chargés de l'inspection des enfants du premier âge. Il ne pourra être exercé par les sages-femmes qu'exceptionnellement et à défaut de docteurs en médecine.

ART. 2. — Les opérations vaccinales gratuites auront lieu au moins une fois l'an dans chaque commune. Le jour et l'heure auxquels ces opérations auront lieu, devront être indiqués aux maires par le médecin-vaccinateur, 15 jours au moins à l'avance, de façon à ce que l'autorité municipale puisse en assurer la publication.

ART. 3. — Les opérations vaccinales gratuites seront effectuées au moyen de la pulpe vaccinale glycérinée. Les médecins-vaccinateurs pourront se procurer le vaccin chez les fournisseurs, dont la liste aura été agréée par les conseils d'hygiène du département ; il sera, à cet effet, délivré à chacun des médecins-vaccinateurs, un carnet de bons de vaccin suivant les proportions fixées pour sa circonscription par le conseil d'hygiène de l'arrondissement ; les bons présentés par les fournisseurs, seront acquittés par le département.

ART. 4. — Les vaccinateurs devront, huit jours après celui de la vaccination dans une commune, se transporter de nouveau dans cette commune pour contrôler les résultats de leur opération et la renouveler s'il y a lieu.

ART. 5. — Les vaccinateurs sont assistés dans leurs opérations par le maire de chaque commune ou son délégué qui dressera la liste des personnes vaccinées ; celles-ci recevront, après constatation du succès de l'opération, un bulletin signé du médecin-vaccinateur et constatant qu'elles ont été vaccinées.

ART. 6. — En cas d'épidémie de petite vérole, les médecins-vaccinateurs devront se transporter sur les lieux afin d'arrêter par la vaccination et par tous les moyens mis à leur disposition, les progrès de l'épidémie.

ART. 8. — Les médecins-vaccinateurs devront, chaque année, nous adresser ou adresser au sous-préfet un rapport sur la marche et les résultats du service dans leur circonscription ; ce rapport sera soumis au conseil d'hygiène de l'arrondissement.

ART. 8. — Il sera alloué aux vaccinateurs une indemnité de 20 francs par commune de 1000 habitants et au-dessous, et de 5 francs en sus par 500 habitants ou fraction de 500 habitants au-dessus de mille. Cette indemnité sera à la charge des communes qui auront établi le service de la vaccine gratuite sur leur territoire.

ART. 9. — Les sommes votées par les conseils municipaux

en vue d'assurer le service de la vaccination gratuite dans leurs communes respectives, seront centralisées au compte des cotisations municipales et particulières, paragraphe 11, pour être mandatées par nos soins au profit des médecins chargés du service.

ART. 10. — Il est spécialement rappelé :

1° Que nul ne peut être admis dans un établissement d'instruction secondaire, primaire supérieure ou primaire public, s'il ne justifie, par la production du bulletin prévu à l'art. 5, qu'il a été vacciné.

2° Que la revaccination pour les élèves des établissements ci-dessus désignés est obligatoire à partir de l'âge de 10 ans.

Le présent arrêté recevra son exécution à compter du 1^{er} janvier 1893. Il sera inséré au Recueil des actes administratifs de notre préfecture. Ampliation en sera adressée à chacun des médecins-vaccinateurs.

Ce service a donné, de 1892 à 1899, les résultats indiqués dans le tableau suivant :

ANNÉES	NAISSANCES	VACCINATIONS
1892	10.008	6.763
1893	9.745	8.415
1894	9.322	7.017
1895	9.551	8.469
1896	9.528	8.486
1897	9.600	8.560
1898	9.122	7.912

Nous rapprochons dans le même tableau les naissances dans le département, sans, toutefois, essayer

de conclure à une proportion précise entre les naissances et les vaccinations. Il est très probable, en effet, que les statistiques que nous avons pu nous procurer comprennent les revaccinations et aussi les vaccinations d'enfants nés en dehors du département et placés en nourrice ; le nombre de ces derniers est certainement supérieur à celui des enfants quittant le département après leur naissance et, par conséquent, non vaccinés dans l'Ardèche.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons remarquer par ces chiffres, que le service de la vaccination fonctionne assez régulièrement dans l'Ardèche.

CHAPITRE IV

Du service de la protection des enfants du premier âge.

Dans un rapport admirable sur la loi du 23 décembre 1894, M. Théophile Roussel déclarait que « cent mille nourrissons meurent annuellement en France de faim, de misère, faute de soins, faute de surveillance ». C'est dans le but humanitaire de chercher à enrayer ces causes si importantes de mortalité infantile qu'a été votée la loi de 1874, si justement désignée « loi Roussel ».

Aux termes de la loi, les départements furent invités à organiser un service d'inspection médicale des enfants en bas âge. Dans l'Ardèche, ce service date de 1892 ; il fut créé par M. Ducos, préfet. Le 14 mars 1896 parut un nouvel arrêté de M. Seignouret qui modifie légèrement celui de 1892 et qui réglemente le service tel qu'il fonctionne actuellement.

Arrêté du 14 mars 1896

ARTICLE PREMIER. — L'inspection médicale pour la protection des enfants du premier âge dans le département de l'Ardèche comprend 36 circonscriptions déterminées ainsi qu'il suit :

ARRONDISSEMENT DE PRIVAS

1^{re} *circonscription*. — Les communes du canton d'Antraigues, avec la commune de Vals-les-Bains.

2^e *circonscription*. — Les communes du canton d'Aubenas, moins Vals-les-Bains.

3^e *circonscription*. — Les communes de Bidon, St-Just, St-Marcel-d'Ardèche, St-Martin-d'Ardèche, St-Remèze.

4^e *circonscription*. — Les communes de Bourg-St-Andéol, St-Montant, Gras et Sarnas.

5^e *circonscription*. — Les communes du canton de Chomérac avec la commune d'Alissas.

6^e *circonscription*. — Les communes du canton de Lavoulte-s.-Rhône, moins St-Cierge et St-Michel de Chambrillanoux.

7^e *circonscription*. — Les communes du canton de St-Pierre-ville, moins St-Sauveur-de-Montagut et St-Julien-du-Gua.

8^e *circonscription*. — La commune de Privas.

9^e *circonscription*. — Les communes d'Ajoux, Creyseille, Freyssenet, Gourdon, Lyas, Pourchère, St-Priest, Veyras, et Coux.

10^e *circonscription*. — Les communes de Flaviac, St-Cierge, St-Michel-de-Chabrillanoux, St-Sauveur-de-Montagut, St-Julien-du-Gua, les Ollières, St-Vincent-de-Durfort et Pranles.

11^e *circonscription*. — Les communes du canton de Rochemaude moins Sceautres.

12° *circonscription*. — Les communes du canton de Viers.

13° *circonscription*. — Les communes du canton de Ville-neuve-de-Berg avec Scautres.

ARRONDISSEMENT DE LARGENTIÈRE

14° *circonscription*. — Les communes du canton de Burzet.

15° *circonscription*. — Les communes du canton de Couron.

16° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Etienne-de-Lugdarès.

17° *circonscription*. — Les communes du canton de Joyeuse.

18° *circonscription*. — Les communes du canton de Largentière.

19° *circonscription*. — Les communes du canton de Montpezat.

20° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Cirques-de-Prades, Fabras, Jaujac, Lasouche et Prades, canton de Thueyts.

21° *circonscription*. — Les communes de Chirols, Mayre, Niegles et Thuyets canton de Thueyts.

22° *circonscription*. — Les communes du canton de Valgorge.

23° *circonscription*. — Les communes du canton de Vallon.

24° *circonscription*. — Les communes de Banne, Brahic, Gravières, Lafigère, Malarce, Malbosc, Ste-Marguerite-Lafigère, Naves, Satelles et les Vans, canton des Vans.

25° *circonscription*. — Les communes de St-André-de-Cruzières, les Anions, Berrias, Casteljeu, Chambonas, Chagnagues, St-Jean-de-Pouacharesse, St-Paul-le-Jeune, St-Pierre-le-Dechausselat, St-Sauveur-de-Cruzières et Thines, canton des Vans.

ARRONDISSEMENT DE TOURNON

26° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Agrève.

27° *circonscription*. — Les communes du canton d'Annonay.

28° *circonscription*. — Les communes du canton du Cheylard.

29° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Félicien.

30° *circonscription*. — Les communes du canton de Lamastre.

31° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Martin-de-Valamas.

32° *circonscription*. — Les communes du canton de St-Péray.

33° *circonscription*. — Les communes du canton de Saillieu.

34° *circonscription*. — Les communes du canton de Serrières.

25° *circonscription*. — Les communes du canton de Fournon.

36° *circonscription*. — Les communes du canton de Vernoux.

ART. 2. — Il est alloué à MM. les médecins-inspecteurs une indemnité :

1° de 1 franc par visite dans la commune où il résident.

2° de 1 franc 50 par visite en dehors de cette résidence ;

3° de 1 franc pour la visite elle-même, plus 0 fr. 25 par kilomètre aller et retour pour la visite faite dans les huit jours de la déclaration du placement de l'enfant.

Cette indemnité kilométrique est calculée du chef-lieu de

la commune où réside le médecin-inspecteur au chef-lieu de la commune où se trouve l'enfant visité, suivant le tableau des distances arrêté le 10 novembre 1877, par notre prédécesseur.

Si le médecin-inspecteur ne réside pas au chef-lieu du canton, ou s'il est chargé de l'inspection du premier âge dans des communes situées en dehors du canton où il réside, il sera établi, par M. l'agent voyer en chef, un tableau spécial des distances du domicile du médecin aux différentes communes de sa circonscription ; ce tableau devra être soumis à notre approbation.

Dans le cas où deux ou plusieurs premières visites auraient été effectuées le même jour, dans la même commune, une d'elles seulement sera susceptible de bénéficier de l'indemnité kilométrique, les autres seront considérées comme des visites simples hors de la résidence et comptées, en conséquence, à raison de 1 franc 50 l'une.

ART. 3. — L'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1892 relatif à l'organisation de l'inspection médicale de la protection du premier âge est rapporté.

ART. 4. — M. le secrétaire général, MM. les sous-préfets, M. l'inspecteur départemental de l'Assistance publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des actes administratifs.

D'importantes modifications ont été apportées à ce service, en 1895, par M. Goulley, préfet. Elles sont réunies dans une circulaire adressée à MM. les sous-préfets, maires, secrétaires de mairie et médecins-inspecteurs du département, à la date du 5 juin 1895.

MESSIEURS,

Un grand nombre de municipalités et de médecins-inspecteurs ayant témoigné le désir de voir réduire dans une

notable proportion les formalités diverses et multiples qui leur sont imposées par le mode de fonctionnement actuel de la loi du 23 décembre 1874. M. l'inspecteur de l'Assistance publique vient de proposer au comité départemental l'adoption d'un nouveau carnet de nourrice, déjà en usage dans le département de la Gironde depuis 1889, et ne contenant que les indications strictement nécessaires à l'inscription ou à la radiation des enfants protégés et duquel j'ai décidé l'emploi exclusif à partir du 1^{er} juillet prochain.

Ce nouveau carnet, muni de feuilles destinées à être détachées par MM. les médecins-inspecteurs lors de leurs visites, sera rempli par les soins des bureaux de l'inspection départementale et adressé à MM. les maires aussitôt la réception du bulletin d'avis de placement. Ces derniers devront alors apposer leur signature et le sceau de la mairie à la place réservée à cet effet, sur la première page du livret, et le faire parvenir à la nourrice dans le plus bref délai.

Ce nouveau système est destiné à supprimer, dans les mairies, la tenue des registres n^o 1 et n^o 2, ainsi que l'envoi des avis de toute sorte, soit aux médecins-inspecteurs, soit aux parents, formalités qui seront, à l'avenir, remplies par l'Inspection de l'Assistance publique. En ce qui concerne le retrait de l'enfant, pour quelque cause que ce soit ou le changement de domicile de la nourrice, la mairie chargée de ce soin n'aura, dans le premier cas (retrait de l'enfant ou décès, etc.), qu'à renvoyer de suite à l'Inspection départementale le carnet, après avoir rempli les indications sommaires placées à la dernière page et, dans le deuxième cas (changement de domicile), qu'à en faire mention sur la partie du livret réservée à cet effet et à en faire part à l'Inspection départementale dans le délai de cinq jours, par l'envoi d'une feuille spéciale modèle C. D., fournie par l'Inspection.

De leur côté, les médecins-inspecteurs n'auront plus à tenir de registres ni de livres à souche, l'envoi, dans les délais réglementaires et, en cas d'urgence immédiat, de la feuille de visite détachée du carnet de nourrice ainsi que la

signature qu'ils auront soin d'apposer sur la feuille portant la mention « visites du médecin-inspecteur » leur tiendra lieu de ces diverses formalités ; ils seront directement avisés par l'Inspection départementale, des placements, des retraits ou changements, de domicile effectués dans leur circonscription et, en général, de tout ce qui aura trait à leurs attributions.

Il est bien entendu que les nourrices devront, comme par le passé, être munies d'un certificat médical, avant de prendre un nourrisson, et je prie MM. les maires de refuser rigoureusement leur autorisation aux nourrices qui n'auront pas rempli cette obligation.

Les nourrices devront donc à l'avenir :

1° Se munir d'un certificat médical et du certificat du maire, avant de prendre un enfant.

2° Se présenter, quand elles l'auront pris, à la mairie de leur commune pour y faire leur déclaration.

3° Rapporter le carnet à la mairie lorsque l'enfant a été rendu, retiré, qu'il est décédé ou qu'il a atteint la limite d'âge.

En cas de changement de domicile, la nourrice doit se présenter, dans les trois jours, à la mairie de la commune de sa nouvelle résidence, pour y faire constater ce changement et permettre au maire d'en aviser l'Inspecteur, ainsi qu'il a été dit précédemment.

En raison de la diminution notable des écritures imposées aux secrétaires de mairie, il leur sera alloué, au lieu et place des indemnités accordées jusque-là pour les différentes formalités, savoir : 50 centimes pour l'envoi du bulletin d'avis et 50 centimes pour le renvoi du carnet à l'Inspection. Ces allocations seront payées, en fin d'année, sur production d'un mémoire, en double expédition, qui devra être adressé à l'Inspection le 15 janvier, au plus tard, et sur lequel seront mentionnés le numéro du livret, le nom de l'enfant et celui de la nourrice. Aucune modification n'est apportée en ce qui

concerne les enfants placés en nourrice antérieurement au 1^{er} juin 1895.

Je vous serai obligé, Messieurs, de vouloir bien vous conformer strictement aux instructions qui précèdent.

Agréé, Messieurs, etc.

En résumé nous constatons que ce service a attiré d'une façon toute particulière l'attention des autorités préfectorales de l'Ardèche. Nous voyons, en 1895, la réorganisation du service : simplification des écritures des mairies, suppression des registres des mairies (Système du département de la Gironde). Depuis lors, les maires n'ont plus qu'à aviser l'Inspection des déplacements, retraits, décès et mutations.

L'Inspection établit elle-même les carnets et avise les médecins-inspecteurs.

Le système de carnet employé est très ingénieux et empêche bien des abus. Ce carnet porte le numéro matricule de l'enfant et, dans l'intérieur, se trouvent, sous forme de cahier à souche, *les 24 bulletins de visites* portant également le numéro matricule. C'est de ce carnet que le médecin inspecteur détache ses bulletins de visite. Aucun carnet n'est délivré sans que le *certificat médical* ait été communiqué à l'Inspection.

Outre cette circulaire importante, de juin 1895, nous avons recueilli une série d'instructions nouvelles destinées à apporter de nouvelles améliorations pendant les années de 1896-1897, et 1898 ; nous nous contenterons de les résumer :

Un peu plus de régularité a été obtenue dans l'envoi par les mairies des avis de placement, retrait,

décès (Circulaire du préfet en date du 10 juin 1897 et 7 août de la même année).

Le service s'est assuré le concours des *gardes champêtres* (Circulaire préfectorale du 10 juin 1897).

Vote d'un crédit de 100 francs pour les récompenses.

Rétablissement *du registre des mairies*.

Rétablissement de la première visite aux enfants assistés supprimée en 1895.

Instructions préfectorales aux maires (21 septembre 1897) en vue d'empêcher le dépôt des carnets de nourrices dans les mairies.

Instructions préfectorales afin d'obtenir que le carnet ne soit jamais retiré des mains de la nourrice sauf en cas de retrait ou de décès de l'enfant, ou sur la demande de l'Inspection.

Instructions préfectorales aux médecins inspecteurs pour la justification des premières visites et des visites mensuelles,

(D'après ces instructions le bulletin de la première visite doit faire l'objet d'un envoi spécial et parvenir à l'Inspection dans les 10 jours de la réception de l'avis de placement par le médecin-inspecteur. Et les bulletins mensuels doivent parvenir à l'Inspection avant le 8 de chaque mois pour le mois précédent.)

Poursuites exercées contre les nourrices (Instructions préfectorales du 10 juin et du 7 août 1897). Les amendes vont de 1 franc à 10 francs.

Jusqu'à cette époque aucune nourrice n'avait encore été poursuivie.

Le département a obtenu du ministre de l'Intérieur l'autorisation de réclamer aux départements d'origine

le 1/8 des frais de protection des enfants protégés assistés (huitième jusqu'ici supporté par le département de l'Ardèche).

Au cours de sa tournée de révision de 1898, le préfet a profité de la réunion des maires dans chaque canton pour leur renouveler verbalement ses instructions précédentes au sujet du fonctionnement du service de la protection.

Un maire a été suspendu la même année pour négligence dans ce service.

Nous trouvons enfin, à la date du 21 novembre 1898, une longue circulaire adressée aux maires du département, insistant de nouveau auprès d'eux pour obtenir plus de régularité dans l'exécution des diverses formalités de ce service.

CHAPITRE V

Du service des épizooties

Dans ce chapitre, qui ne se rattache guère à notre sujet que par quelques arrêtés importants pris afin de lutter contre la propagation des maladies transmissibles des animaux à l'homme, nous nous contenterons après avoir publié l'arrêté d'organisation du 1^{er} octobre 1892 de signaler la création d'un service sanitaire des foires et marchés à la date du 19 décembre 1897.

Arrêté du 1^{er} octobre 1892

ARTICLE PREMIER. — Le département de l'Ardèche est divisé en sept circonscriptions sanitaires.

La première circonscription comprend les cantons de Bourg-Saint-Andéol, de Chomérac, de Privas, de Lavoulte, de Rochemaure, de Saint-Pierre-ville et de Viviers.

La deuxième comprend les cantons de Joyeuse, de Vallon, des Vans et de Villeneuve-de-Berg.

La troisième circonscription comprend les cantons d'Aubenas, de Largentière et de Valgorge.

La quatrième circonscription comprend les cantons d'Antraigues, de Burzet, de Coucouron, de Montpezat, de Saint-Etienne-de-Lugdarès et de Thueys.

La cinquième circonscription comprend les cantons du Cheylard, de Saint-Martin-de-Valamas et de Vernoux.

La sixième circonscription comprend les cantons de Lamasire, de Tournon, de Saint-Agrève et de Saint-Félicien.

La septième circonscription comprend les cantons d'Annonay, de Satillieu et de Serrières.

ART. 2. — Les vétérinaires sanitaires reçoivent une indemnité de 8 francs par jour, 5 francs par demi-journée ou de 2 francs par visite, lorsqu'ils opèrent dans les communes où ils résident.

Il leur est alloué une indemnité de 12 francs par jour et de 7 francs par demi-journée, lorsqu'ils opèrent dans une commune autre que celle de leur résidence.

Cette indemnité est portée à 15 francs par jour quand ils sont obligés de découcher ;

ART 3. — Il est spécialement rappelé que les vétérinaires sanitaires doivent, après chaque visite, adresser leur rapport au Préfet. Le rapport contient notamment l'indication de la nature de la maladie, de sa gravité, du nombre de têtes de bétail atteintes dans la commune, des mesures prises et de celles qui restent à prendre pour enrayer la marche de l'épizootie.

ART. 4. — Les vétérinaires sanitaires doivent, chaque année pour être transmis au Comité consultatif des épizooties, nous adresser un rapport sur la santé générale des animaux des diverses races dans leur circonscription, en indiquant les moyens les plus propres à l'améliorer :

ART. 5. — Il est, en outre, alloué aux vétérinaires sanitaires, pour frais de transport, une indemnité calculée suivant les bases ci-après :

Par voie de fer : 0 fr. 80 par kilomètre parcouru, tant à aller qu'au retour.

Par voie de terre : — 0 fr. 25 par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour, le nombre de kilomètres étant calculé du chef-lieu de la commune où le vétérinaire réside au chef-lieu de la commune où il s'est rendu, d'après le tableau des distances arrêté le 10 novembre 1877 par notre prédécesseur.

ART. 6. — Les autopsies et la rédaction des rapports ne donnent lieu, dans aucun cas, à une indemnité spéciale.

ART. 7. — Le mandatement de l'indemnité, due aux vétérinaires sanitaires sera fait sur la production d'un mémoire régulier, en double exemplaire dont l'un sur timbre de 0 fr. 60.

A ce mémoire doivent être jointes les réquisitions de l'autorité administrative.

ART. 8. — MM. les sous-préfets, MM. les maires du département et MM. les vétérinaires sont chargés d'assurer l'exécution, chacun en ce qui le concerne, du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au Recueil des actes administratifs de notre préfecture.

Outre ces arrêtés d'organisation, nous en retrouvons un certain nombre d'autres précisant les mesures à prendre au sujet de telle ou telle épizootie. Parmi eux, nous ne citerons que celui du 28 mars 1899 qui est consacré à la tuberculose, la fièvre aphteuse, la morve, la rage, les clos d'équarrissage et le transport des animaux morts.

Arrêté du 28 mars 1899.

I. — MESURES GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de

maladie contagieuse (la rage dans toutes les espèces, la peste bovine dans toutes les espèces de ruminants, la péripneumonie contagieuse, le charbon emphysémateux ou symptomatique et la tuberculose dans l'espèce bovine, la clavelée et la gale dans les espèces ovine et caprine, la fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine, la morve et le farcin, la dourine dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements ; la fièvre charbonneuse dans les espèces chevaline, asine, bovine et caprine ; le rouget, la pneumo-entérite infectieuse dans l'espèce porcine), sont tenus d'en faire la déclaration au maire de la commune où se trouve l'animal.

L'animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une des maladies contagieuses précitées, sera, avant même que l'autorité administrative ait répondu à l'avertissement, immédiatement séquestré, séparé et maintenu isolé des autres animaux susceptibles de contracter la maladie.

ART. 2. — Aussitôt que la déclaration prescrite par l'article précédent aura été faite, ou, à défaut de déclaration, dès qu'il aura connaissance de la maladie, le maire fera procéder sans retard, par le vétérinaire sanitaire, à la visite de l'animal ou à l'autopsie du cadavre. Il donnera, en même temps, avis de la maladie au préfet ou au sous-préfet suivant l'arrondissement.

Outre les mesures sus-indiquées les désinfections seront, suivant les cas, effectuées conformément aux prescriptions du vétérinaire et sous sa surveillance et celle du maire. Elles seront toujours constatées par des procès-verbaux envoyés aux préfets et aux sous-préfets.

II. — TUBERCULOSE

ART. 3. — Tout animal reconnu tuberculeux sera immédiatement isolé et séquestré, il ne pourra être déplacé si ce n'est pour être abattu. L'abattage aura lieu sous la surveillance du vétérinaire sanitaire qui fera l'autopsie de l'animal et enverra au préfet, par la voie hiérarchique, le procès-

verbal de cette opération dans les cinq jours qui suivront l'abattage.

ART. 4. — En outre la vente et l'usage du lait provenant de vaches tuberculeuses sont interdits; il pourra seulement être utilisé sur place pour l'alimentation des animaux après avoir été bouilli pendant un quart d'heure.

ART. 5. — Les vaches laitières suspectes de tuberculose, notamment celles qui toussent et sont atteintes de diarrhée devront être signalées au maire qui avertira le vétérinaire, et soumises aux injections de tuberculine.

ART. 6. — En présence de l'impossibilité de soumettre dans tout le département toutes les vaches laitières à des épreuves de tuberculine, vu le nombre très restreint des vétérinaires et la dissémination des vaches, MM. les maires sont invités à prendre, toutes les fois que les conditions où seront placées leurs villes le permettront, des arrêtés interdisant la vente du lait sans la production d'un certificat du vétérinaire constatant que la vache dont il provient a été soumise à des injections de tuberculine n'ayant donné lieu à aucune réaction.

Il est, en outre, recommandé aux particuliers de ne consommer du lait qu'après l'avoir fait bien bouillir.

III. — FIÈVRE APHTEUSE

ART. 7. — Les animaux atteints de fièvre aphteuse seront séquestrés jusqu'à complète guérison : dans le cas de transfert à l'abattoir, ils seront préalablement marqués; ils ne pourront circuler sans un laissez-passer du maire; le propriétaire sera tenu, en outre, de rapporter au maire un certificat délivré par l'agent préposé à la police de l'abattoir ou par l'autorité locale, dans les communes où il n'existe pas d'abattoir; les animaux transportés devront avoir les pieds tamponnés; ils ne pourront, de plus, être transportés en voiture ou en chemin de fer; dans aucun cas, ils ne pourront être déplacés autrement que pour la boucherie.

ART. 8. — Défense est faite d'enlever des locaux infectés, des objets pouvant servir de véhicule à la contagion, tels que paille fourrage, litière, fumier, couvertures, harnais, etc.

ART. 9. — Il est également interdit de laisser pénétrer dans les locaux infectés les bouchers, marchands de bestiaux et toutes personnes non préposées aux soins à donner aux animaux.

ART. 10. — Les personnes obligées d'entrer le local infecté devront, avant d'en sortir, se laver les mains dans une solution désinfectante par exemple du chlorure de chaux à 2/100 désinfecter en outre leurs chaussures et se soumettre aux prescriptions de désinfection, ordonnées par le vétérinaire.

Les locaux infectés devront être soumis aux désinfections suivantes :

1° Arrosage sur place avec un liquide désinfectant (acide sulfurique à 2/100 : ou chlorure de zinc à 2/100 ; ou sulfate de zinc, acide phénique dans la même proportion, ou enfin chlorure de chaux délayé dans dix fois son poids d'eau) des litières et fumiers contenus dans l'étable et des restes de fourrages laissés dans les mangeoires et des fumiers.

2° Lavage énergique avec le liquide désinfectant du sol, des murs jusqu'à hauteur de 2 m. 50, des mangeoires, râteliers, séparations, sceaux, barbotiers, et de tous les objets qui ont pu être souillés par la bave des animaux malades ou la sérosité qui s'écoule des vésicules de leurs pieds.

3° Grattage des mangeoires et des râteliers, des séparations et des murs ; balayage, avec un balai dur, de toutes les surfaces et nouveau lavage.

4° Fumigation au chlore ou à l'acide sulfureux, prolongée pendant 48 heures, puis ventilation pendant 8 jours.

Désinfection des ruisseaux, rigoles et conduites d'écoulement des purins, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments.

Saupoudrage du sol avec du chlorure de chaux.

ART. 11. — Le maire et les vétérinaires devront prévenir

les propriétaires de vaches laitières, de chèvres et de brebis atteintes de fièvre aphteuse qu'il leur est défendu de vendre et d'utiliser le lait de ces animaux jusqu'à leur complète guérison.

ART. 12. — Cette interdiction ne cessera que lorsque le vétérinaire aura délivré un certificat déclarant que le lait ne peut plus être nuisible.

IV. — MORVE

ART. 13. — Dès la constatation de cas de morve, les locaux dans lesquels se trouvent les animaux malades seront mis en quarantaine sous la surveillance d'un vétérinaire délégué à cet effet.

Il est formellement interdit d'introduire dans ces locaux d'autres animaux susceptibles d'attraper la morve.

ART. 14. — Il devra être placé un écriteau à l'entrée principale de la ferme et sur les locaux infectés pour avertir de l'existence de la morve.

ART. 15. — Les animaux qui auront été exposés à la contagion resteront placés sous la surveillance d'un vétérinaire délégué pendant un délai de deux mois.

Pendant la durée de cette surveillance, ils pourront être utilisés, sous la condition qu'ils ne présenteront aucun symptôme de maladie.

ART. 16. — Il est interdit de les mettre en vente ou de les vendre, ou de s'en dessaisir, si ce n'est pour les livrer à l'équarissage. La peau des animaux abattus ne pourra être livrée au commerce qu'après désinfection.

ART. 17. — Ceux des animaux qui présenteront des symptômes de maladie, resteront placés, pendant un délai d'un an, sous la surveillance d'un vétérinaire délégué. Pendant ce laps de temps, ils seront soumis aux interdictions édictées ci-dessus.

ART. 18. — Les maréchaux-ferrants sont tenus de désinfecter au feu les aiguilles à séton après chaque opération.

V. — RAGE

ART. 19. — Tous les chiens circulant sur la voie publique, en liberté, ou même tenus en laisse, devront être munis d'un collier portant, gravés, sur une plaque de métal, les noms et demeure de leur propriétaire. Sont exceptés de cette prescription les chiens courants portant la marque de leur maître.

Lorsqu'un animal enragé, ou soupçonné de l'être, aura été tué dans une commune, l'endroit où il aura été abattu devra être de suite désinfecté en répandant une solution abondante de sublimé au deux millièmes. Il sera transporté dans un lieu fermé, et le maire appellera sans délai le vétérinaire pour en faire l'autopsie. Les objets qui auront servi au transport de l'animal, ceux qui auront pu être contaminés par l'autopsie et le local où elle sera effectuée, seront également désinfectés par des lavages de la même solution.

Le corps sera enfermé dans une fosse de 0 m. 80 de profondeur remplie de chaux vive jusqu'à 40 c. Un rapport sera adressé par le maire et par le vétérinaire, au sous-préfet de l'arrondissement et, pour l'arrondissement de Privas, au préfet.

ART. 20. — Dans les villes ou agglomérations importantes le maire pourra, lorsqu'il croira cette mesure utile, ordonner par arrêté, que tous les chiens circulant sur la voie publique soient muselés ou tenus en laisse.

ART. 21. — Lorsqu'un cas de rage aura été constaté dans une commune, le maire devra prendre immédiatement un arrêté pour interdire, pendant six semaines au moins, la circulation des chiens, à moins qu'ils ne soient tenus en laisse.

La même mesure sera appliquée dans les communes qui auront été parcourues par un chien enragé.

Pendant le même temps il sera interdit aux propriétaires de chiens de s'en dessaisir ou de les conduire au dehors de leur résidence, si ce n'est pour les faire abattre.

Toutefois, seront admis à circuler librement, et seulement

pour l'usage pour lequel ils sont employés, les chiens de berger et de bouvier, ainsi que les chiens de chasse. Les chiens et les chats reconnus enragés, ou simplement soupçonnés de l'être devront être immédiatement abattus. Les propriétaires des animaux suspects de rage sont tenus, même en l'absence d'un ordre des agents de l'administration, de se conformer à cette prescription.

ART. 22. — Les chiens trouvés sans collier sur la voie publique et les chiens errants munis d'un collier seront saisis et mis en fourrière, alors même que le nom du propriétaire serait inscrit sur le collier ; ceux qui ne possèdent pas de collier ou en auront un ne portant pas l'indication du propriétaire, seront abattus sans délai à moins que le propriétaire ne soit connu dans la localité. Ceux qui portent le collier prescrit et les chiens sans collier dont le propriétaire est connu seront abattus s'ils n'ont pas été réclamés avant l'expiration d'un délai de trois jours francs.

Ce délai est porté à cinq jours francs pour les chiens courants avec collier ou portant la marque de leur maître.

En cas de remise au propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après un tarif fixé par l'autorité municipale.

ART. 23. — Lorsque des animaux herbivores seront atteints de la rage ou auront été mordus par un animal enragé, le maire devra prendre aussitôt un arrêté pour mettre ces animaux sous la surveillance d'un vétérinaire délégué à cet effet. Cette surveillance sera de six semaines au moins.

Ces animaux seront marqués et il sera interdit aux propriétaires de s'en dessaisir avant l'expiration de ce délai, si ce n'est pour les faire abattre.

Dans ce cas il sera délivré, par le maire, un laissez-passer qui lui sera rapporté dans le délai de cinq jours avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus.

Ce certificat sera établi par le vétérinaire délégué à la surveillance de l'atelier d'équarissage.

L'utilisation pour le travail des chevaux, des ânes, des mulets et des bœufs suspects de rage pourra être autorisée, à condition que les chevaux, les ânes et les mulets soient muselés.

ART. 24. — L'utilisation de la peau des animaux morts de la rage ou abattus comme enragés ou suspects de rage sera permise après désinfection dûment constatée par le vétérinaire.

ART. 25. — L'arrêté du 29 janvier 1896 est et demeure rapporté.

VI. — CLOS D'ÉQUARISSAGE. — TRANSPORT D'ANIMAUX MORTS.

ART. 26. — Il sera tenu, dans les ateliers d'équarissage, un registre sur lequel tous les animaux seront inscrits dans l'ordre de leur arrivée ; cette inscription contiendra le nom du propriétaire de l'animal avec l'indication du domicile, le signalement de l'animal et le motif pour lequel il est abattu ou le genre de maladie ou d'accident qui a occasionné la mort ; le registre sera paraphé par le vétérinaire délégué à chacune de ses visites.

ART. 27. — Les ateliers d'équarissage sont placés d'une manière permanente sous la surveillance du vétérinaire sanitaire de la circonscription où se trouve l'équarissage.

ART. 28. — Les véhicules servant au transport des animaux conduits à l'équarissage devront être disposés de manière à ce qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper dans le trajet.

ART. 29. — Lorsqu'il s'agira d'animaux morts de maladie contagieuse, les cadavres seront désinfectés avant leur chargement sur les voitures destinées à leur transport, par des lavages sur tout le corps et dans les cavités accessibles avec une solution de sulfate de cuivre à 10/100 ou de chlorure de chaux également à 10/100. Ces voitures seront ensuite nettoyées et désinfectées avec la même solution.

ART. 30. — Les clos d'équarissage devront être tenus dans un état constant de propreté et fréquemment désinfectés avec la solution sus-indiquée. Toutes les précautions devront être prises pour qu'il ne s'en dégage aucune mauvaise odeur.

ART. 31. — Tout propriétaire d'un animal mort de maladie non contagieuse est tenu, soit de le faire transporter, dans les vingt-quatre heures, à un atelier d'équarissage régulièrement autorisé, soit, dans le même délai, de le détruire par un procédé chimique ou par combustion, soit de le faire enfouir dans les conditions prescrites par notre arrêté de ce même jour ayant pour objet la protection des eaux d'alimentation.

Pénalités de la Loi du 21 juillet 1881.

ART. 32. — Sera punie de six jours à deux mois de prison et d'une amende de 16 à 400 francs toute infraction aux dispositions des articles suivants de la loi du 21 juillet 1881.

ART. 3. — Relatif à la déclaration des maladies contagieuses à la séquestration et au transport des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints.

ART. 5. — Concernant l'application des mesures prescrites par l'arrêté portant déclaration d'infection.

ART. 7. — Touchant l'abattage sur place ou dans un autre lieu, l'isolement et les mesures prescrites concernant les animaux des espèces ovine et caprine qui ont été exposés à la contagion.

ART. 10. — Ayant trait à la rage.

ART. 11, § 2. — Sur la clavelisation.

ART. 12. — Interdisant l'exercice de la médecine vétérinaire, dans les maladies contagieuses, à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire (art. 30).

La loi de 1881 édicte, en outre, les pénalités suivantes :

« Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six
« mois et d'une amende de 100 à 1.000 francs :

« 1° Ceux qui, au mépris des défenses de l'administration
« auront laissé leurs animaux infectés communiquer avec
« d'autres ;

« 2° Ceux qui auraient vendu ou mis en vente des animaux
« qu'ils savaient atteints, ou soupçonnés d'être atteints de
« maladies contagieuses ;

« 3° Ceux qui, sans permission de l'autorité, auront déterré
« ou sciemment acheté des cadavres ou débris d'animaux
« morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient,
« ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon,
« de la morve, du farcin et de la rage ;

« 4° Ceux qui, même avant l'arrêté d'interdiction, auront
« importé en France des animaux qu'ils savaient atteints de
« maladies contagieuses ou avoir été exposés à la contagion
« (article 31) ».

« Seront punis d'un emprisonnement de six mois à 3 ans
« et d'une amende de 100 à 2.000 francs :

« 1° Ceux qui auront vendu ou mis en vente de la viande
« provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladies
« contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme
« atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du
« farcin et de la rage ;

« 2° Ceux qui se seront rendus coupables des délits pré²
« vus par les articles précédents, s'il est résulté de ces délits
« une contagion parmi les autres animaux (article 32) ».

« Tout entrepreneur de transports qui aura contrevenu à
« l'obligation de désinfecter son matériel sera passible d'une
« amende de 100 à 1.000 francs.

« Il sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois,
« s'il est résulté de cette infraction une contagion parmi les
« autres animaux (article 33) ».

Toute infraction de la loi du 21 juillet 1881 non spécifiée
dans les articles ci-dessus relatés sera punie de 16 à 400 fr.
d'amende. Les contraventions aux dispositions du règlement
d'administration publique rendu pour l'exécution de cette
loi, seront, suivant les cas, passibles d'une amende de 1 fr.

à 20 fr. qui sera prononcée par le juge de paix du canton (art. 34).

L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par les articles que nous venons de rappeler.

ART. 33. — Le présent arrêté sera inséré dans le Recueil des actes administratifs publié et affiché dans toutes les communes du département.

ART. 34. — Messieurs les sous-préfets, le commandant de gendarmerie, les maires, les vétérinaires délégués, les commissaires de police, les gardes champêtres, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

CHAPITRE VI

Des dépenses du département, au sujet des services d'hygiène.

Si nous avons songé à réunir ainsi dans un même chapitre l'exposé des dépenses faites par le département pour assurer le fonctionnement des divers services que nous venons d'étudier, c'est que nous sommes persuadé que cette question est de la plus haute importance.

En 1896, d'après un tableau dressé par M. Monod et publié dans son article sur l'Hygiène administrative (Encyclopédie de Rochard) nous relevons, au sujet de l'Ardèche, quelques détails intéressants. Les dépenses de ce département, nulles pour ce qui concerne les conseils d'hygiène, de 1.800 francs pour le service des épidémies, et de 1.000 francs pour celui de la vaccination, s'élevaient, pour ces trois services réunis, à un total de 2.800 francs. 39 départements sur 87 s'étaient, à cette époque, imposé de plus gros sacrifices. En ne consacrant rien aux conseils d'hy-

giène, l'Ardèche suivait l'exemple de 18 départements.

Actuellement, aucun crédit n'a encore été voté par le conseil général pour les conseils d'hygiène.

Le service des épidémies est un peu mieux partagé. Nous venons de voir qu'en 1896 le conseil général avait voté 1.800 francs. Même crédit en 1897. Sur ces 1.800 francs 1.269 fr. 90 avaient été payés en 1897 aux médecins inspecteurs. En 1898 le crédit accordé s'élève à 4.500 francs; les médecins-inspecteurs ont touché 1.540 fr. 40.

Pour ce qui concerne le service de la vaccination, de même qu'en 1896, le conseil général a voté, les années suivantes, un crédit de 1.000 francs. Cette somme est uniquement consacrée aux frais supportés par le département; les médecins vaccinateurs sont rétribués par les communes. En 1897 celles-ci ont payé 6.930 francs, en 1898, 6.875 francs.

En somme, la situation du département de l'Ardèche ne s'est guère modifiée depuis 1896, en ce qui se rapporte aux crédits alloués par le conseil général aux conseils d'hygiène et au service de la vaccination et l'amélioration à noter est faible au sujet du service des épidémies. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le service de la protection des enfants du premier âge.

En 1891, M. Monod, dans l'article auquel nous avons déjà fait emprunt au commencement de ce chapitre, classait le département de l'Ardèche parmi ceux qui n'avaient encore tenu aucun compte de la loi Roussel. Actuellement il ne saurait en être ainsi

et nous croyons intéressant de publier ici l'exposé financier que donne M. Rouveyre, inspecteur départemental, à la fin de son rapport adressé au préfet pour l'année 1898.

DÉPENSES DE 1898

Le crédit voté était de.....	44.500 »
Les dépenses se sont élevées à.....	43.337 54
Différence en moins.....	1.162 46

Les dépenses de 1898 se divisent ainsi :

Inspection médicale.....	35.216 50
Secrétaires de mairie.....	2.858 10
Imprimés.....	1.235 35
Employés	2.700 »
Tournées spéciales de surveillance.....	600 »
Indemnité de loyer pour les bureaux.....	400 »
Récompenses aux nourrices.....	300 »
Remboursements aux départements étrangers.	27 59
Total.....	43.337 54

Sur lesquels l'Etat a contribué pour	21.462 98	}	35.220 49
Les départements étrangers pour..	13.757 51		
Reste à la charge du département de l'Ardèche	8.117 05		
La part supportée par le département de l'Ardèche, en 1897, avait été de.....	8.144 02		
D'où une différence en faveur de 1898 de.....	26 97		

Ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte, le service de la protection du premier âge ne constitue pas, malgré l'importance de sa dépense totale, un sacrifice bien lourd pour le département de l'Ardèche, si on compare ce sacrifice aux services qu'il rend et aux ressources que procure l'industrie du nourrisage à la population pauvre du département, res-

sources qui peuvent être évaluées à environ 800.000 francs par an.

En 1894, la part à la charge de l'Ardèche était de 7.187,37 pour une dépense totale de 28.632 fr. 20.

En 1898, cette part a été de 8.117,05 pour une dépense totale de 43.337 fr. 54.

Bien que la dépense totale ait augmenté de plus d'un tiers, au cours de ces cinq années, la part à la charge du département n'a augmenté que dans la proportion de 1/8 environ, soit : 929 fr. 68.

Ce résultat est dû à la mesure que vous avez fait adopter par l'assemblée départementale en vue de faire rembourser, par les départements d'origine, 1/8 des frais de protection des enfants assistés supporté, jusqu'en 1897, par le département de l'Ardèche.

Propositions budgétaires pour 1900.

Les prévisions budgétaires, pour 1900, pourraient être établies de la manière suivante :

Inspection médicale.....	36.000 »
Secrétaires de mairie.....	2.900 »
Imprimés.....	1.500 »
Employés.....	3.300
Tournées spéciales de surveillance.....	600
Indemnité de loyer pour les bureaux.....	400
Récompenses aux nourrices et gardes champêtres	400
Achat de biberons.....	150
Remboursement aux départements étrangers.....	50
Total.....	<u>45.300</u>

Sur lesquels l'Etat contribuera pour environ.....	22.350	} 36.500
Et les départements étrangers pour environ.....	14.150	

Il restera donc à la charge du département de l'Ardèche environ.....	8.800
Total.....	45.300

Il convient de remarquer que la dépense pour achat de biberons n'est qu'accidentelle et ne se répètera pas de plusieurs années.

Nous avons tenu à publier *in extenso* cet exposé financier car il indique admirablement le détail des dépenses que le service exige dans le département de l'Ardèche.

CONCLUSIONS

Les différents services se rattachant à l'hygiène et à la salubrité publique ont été organisés avec soin dans le département l'Ardèche.

M. Cruchon, préfet actuel, a fait preuve, dans cette tâche, d'une activité toute particulière. C'est à son initiative personnelle que le département doit :

- Une importance plus grande, durant ces dernières années, du Conseil d'hygiène qui s'est réuni plus souvent et a été consulté sur un nombre plus considérable de questions ;

- L'organisation des commissions cantonales d'hygiène ;

- Un appel fait aux membres de l'enseignement qui sont invités par une circulaire préfectorale à seconder les médecins dans la déclaration des maladies contagieuses ;

- Un certain nombre d'arrêtés pris à l'occasion de quelques épidémies importantes signalées dans le département ;

- La distribution du sérum antidiphtérique dans chaque commune et du sérum antivenimeux dans chaque arrondissement ;

— La création d'un service de désinfection et l'acquisition par le département de quatre étuves mobiles ;

— D'importantes améliorations apportées dans le fonctionnement du service de la protection du premier âge et une surveillance plus étroite de ce service.

Il est regrettable qu'aucun crédit ne soit accordé aux conseils d'hygiène et que, dans les autres services, principalement dans celui des épidémies, le préfet, trop souvent privé de ressource, soit obligé de faire appel au dévouement et au désintéressement du corps médical. Il est juste, cependant, de reconnaître que, depuis quelques années, le Conseil général a imposé au département de plus sérieux sacrifices destinés à seconder la bonne volonté du préfet. C'est un heureux présage et nous espérons que, dans l'avenir, l'importance des services de l'hygiène et de la salubrité publique ne fera que croître dans le département de l'Ardèche.

Vu :

Le Président de la Thèse,
SOULIER

Vu :

Pour le Doyen,

L'ASSESEUR,

LACASSAGNE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ.

